



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture**

FIAP/R1249 (Fr)

**FAO
Rapport sur les
pêches et l'aquaculture**

ISSN 2070-6995

Rapport de la trente-troisième session du

COMITÉ DES PÊCHES

Rome, 9-13 juillet 2018

Rapport de la trente-troisième session du
COMITÉ DES PÊCHES
Rome, 9-13 juillet 2018

Citer comme suit:

FAO. 2019. *Rapport de la trente-troisième session du Comité des pêches, Rome, Italie, 9-13 juillet 2018.* FAO, Rapport sur les pêches et l'aquaculture. No. 1249. Rome. Licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-131591-0

© FAO, 2019



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO); <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>.

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

ÉLABORATION DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document est la version finale du rapport, tel qu'il a été approuvé, de la trente-troisième session du Comité des pêches (Rome, 9-13 juillet 2018).

RÉSUMÉ

Le Comité des pêches s'est réuni au Siège de la FAO, à Rome (Italie), du 9 au 13 juillet 2018, à l'occasion de sa trente-troisième session. Le Comité:

- a) a félicité la FAO pour la publication de l'édition 2018 de *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture* mais a demandé instamment au Secrétariat de régler les questions de calendrier pour les prochaines sessions en fixant des dates limites;
- b) s'est félicité des améliorations apportées en 2018 au questionnaire relatif au Code de conduite pour une pêche responsable (le Code) et a pris note des progrès accomplis par les membres dans l'application du Code et des instruments connexes, mais a aussi relevé des lacunes et des obstacles, et a souligné le rôle important que la FAO jouait en aidant les membres à relever ces défis; a demandé à la FAO de consulter les membres sur d'éventuels problèmes de confidentialité quant à l'utilisation des données et informations communiquées par les pays au moyen du questionnaire et a insisté sur le fait que les membres devaient valider l'utilisation des informations aux fins de l'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable (ODD);
- c) a approuvé les rapports de la seizième session du Sous-Comité du commerce du poisson et de la neuvième session du Sous-Comité de l'aquaculture;
- d) s'est félicité du nombre croissant de Parties à l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) et a encouragé les pays qui n'y étaient pas partie à y adhérer; a salué le lancement de la première version publique du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires d'approvisionnement (Fichier mondial); a exprimé des préoccupations au sujet des activités de transbordement qui peuvent contribuer à la pêche INDNR, a accueilli favorablement l'étude mondiale sur les transbordements et a demandé que des directives soient élaborées sur les pratiques optimales en matière de réglementation, suivi et contrôle des transbordements; a exprimé son soutien aux activités de la FAO qui contribuaient à l'élaboration de directives techniques applicables à l'évaluation de l'ampleur et de la distribution géographique de la pêche INDNR;
- e) a salué les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale et a demandé à la FAO de poursuivre l'élaboration d'un système de suivi de la mise en œuvre des Directives; s'est félicité de la proclamation de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (2022);
- f) a noté l'importance croissante du développement durable de l'aquaculture s'agissant de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que son potentiel pour répondre à une demande croissante de poisson et produits aquatiques à l'échelle mondiale; a reconnu qu'il était nécessaire de mettre en œuvre des pratiques aquacoles optimales et a recommandé à la FAO d'élaborer des directives sur l'aquaculture durable, en particulier pour l'Afrique;
- g) a réaffirmé le rôle du Comité des pêches en tant que principal lieu de débat international sur les politiques à suivre dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que l'adoption d'instruments de politique, et s'est félicité de la participation de la FAO aux nombreux forums internationaux sur ces questions; a dit apprécier les travaux en cours visant à conclure un nouvel accord, juridiquement contraignant, pour la sauvegarde de la biodiversité marine dans les zones situées hors des juridictions nationales, notant que celui-ci ne devait pas porter préjudice aux instruments et mécanismes existants pertinents; a appelé la FAO à poursuivre sa collaboration avec les organes régionaux des pêches (ORP) et avec les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP);
- h) a insisté sur le fait qu'il était important que les membres atteignent les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 14; a demandé à la FAO de continuer à

- aider les membres à renforcer leurs capacités en matière de statistiques et de fourniture de données et d'informations; a demandé en outre à la FAO d'examiner les éventuelles possibilités de mettre en place des initiatives en faveur de la Croissance bleue et de l'Économie bleue; a demandé également à la FAO d'aider les membres dans le domaine de la pêche continentale et d'élaborer des pratiques optimales au service de la gestion de la pêche continentale;
- i) s'est félicité des activités de la FAO concernant le changement climatique dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, y compris l'examen global sur les incidences du changement climatique dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture; a approuvé les Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche; s'est félicité des activités de la FAO relatives aux prises accessoires, notamment celles portant sur les prises accessoires de mammifères marins;
 - j) a approuvé les domaines d'action prioritaires pour 2018-2019 et a noté l'importance du travail de la FAO à l'appui de la concrétisation des ODD, en particulier l'ODD 14;
 - k) a approuvé le rapport intérimaire sur le Programme de travail pluriannuel 2016-2019 et a demandé que soit insérée dans le Programme de travail pluriannuel 2018-2021 la mention suivante: «Tous les documents du Comité des pêches, y compris le rapport sur La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, sont disponibles dans toutes les langues de la FAO au moins quatre semaines avant le début de la session» et a insisté fortement pour que cette règle soit respectée;
 - l) a élu le président et les vice-présidents de la trente-quatrième session du Comité des pêches.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
QUESTIONS DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION MONDIALES PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE	vii
QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL	viii
	Paragraphes
OUVERTURE DE LA SESSION	1-4
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION	5
DÉSIGNATION DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION	6
LA SITUATION MONDIALE DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE	7-15
ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE ET DES INSTRUMENTS CONNEXES	16-20
DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DU COMMERCE DU POISSON DU COMITÉ DES PÊCHES À SA SEIZIÈME SESSION (BUSAN [RÉPUBLIQUE DE CORÉE], 4-8 SEPTEMBRE 2017)	21-33
DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE DU COMITÉ DES PÊCHES À SA NEUVIÈME SESSION (ROME [ITALIE], 24-27 OCTOBRE 2017)	34-46
GOUVERNANCE DE LA PÊCHE ET DES OCÉANS	
LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE	47-59
GOUVERNANCE DE LA PÊCHE À PETITE ÉCHELLE ET DE LA PÊCHE ARTISANALE	60-72
PROCESSUS DE PORTÉE MONDIALE ET RÉGIONALE RELATIFS AUX OCÉANS	73-85
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030	86-97
CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUTRES QUESTIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT	98-108
PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA FAO DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE AU TITRE DU CADRE STRATÉGIQUE DE L'ORGANISATION	109-120
PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL DU COMITÉ	121-123
ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DU COMITÉ DES PÊCHES	124
QUESTIONS DIVERSES	
ÉVOLUTION DES DÉBATS AU SEIN D'AUTRES INSTANCES INTÉRESSANT LE COMITÉ DES PÊCHES: POUR INFORMATION	125
AUTRES QUESTIONS	126-128
DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION	129
ADOPTION DU RAPPORT	130

ANNEXES

	Page
A: Ordre du jour	15
B: Liste des délégués et observateurs	16
C: Liste des documents	46
D: Allocution d'ouverture prononcée par M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO	49
E: Déclaration de M. Peter Thompson, Envoyé spécial des Nations Unies pour les océans	52
F: Programme de travail pluriannuel du comité des pêches pour 2018-2021	56

**QUESTIONS DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION MONDIALES
PORTÉES À L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE**

- i) La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (paragraphe 10).
- ii) Le Comité a appuyé et encouragé la collaboration étroite entre la FAO et d'autres organisations internationales et régionales pertinentes, y compris les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) (paragraphe 12, 20, 27, 29, 30, 40, 44, 45, 51, 57, 58, 75, 78,79, 81, 82, 83, 102, 103 et 115).
- iii) Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises (paragraphe 32 et 54).
- iv) Accord de la FAO sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (paragraphe 50, 51 et 52).
- v) Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement (Fichier mondial) (paragraphe 53).
- vi) Transbordement (paragraphe 55).
- vii) Pour une pêche artisanale durable (paragraphe 61 et 66).
- viii) Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (paragraphe 69).
- ix) Programme de développement durable à l'horizon 2030 (paragraphe 93, 96 et 97).
- x) Changement climatique et autres questions relatives à l'environnement (paragraphe 101, 104, 106 et 107).

**QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET
PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL**

- i) La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (paragraphe 8, 9 et 12).
- ii) État d'avancement de la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes (paragraphe 17, 19 et 20).
- iii) Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches à sa seizième session (Busan [République de Corée], 4-8 septembre 2017) (paragraphe 27, 29, 30 et 32).
- iv) Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa neuvième session (Rome, 24-27 octobre 2017) (paragraphe 37, 38, 39, 40, 42, 44 et 45).
- v) Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) (paragraphe 48, 51, 52, 53, 55, 57 et 58).
- vi) Gouvernance de la pêche à petite échelle et de la pêche artisanale (paragraphe 61, 62, 65, 66, 67 et 69).
- vii) Processus de portée mondiale et régionale relatifs aux océans (paragraphe 73, 75, 78, 79, 82 et 83).
- viii) Programme de développement durable à l'horizon 2030 (paragraphe 93, 96 et 97).
- ix) Changement climatique et autres questions relatives à l'environnement (paragraphe 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107 et 108).
- x) Programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation (paragraphe 110, 113, 114, 115, 118 et 119).
- xi) Programme de travail pluriannuel du Comité des pêches (paragraphe 122 et 123).
- xii) Questions diverses (paragraphe 126, 127 et 128).

OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le Comité des pêches a tenu sa trente-troisième session à Rome, du 9 au 13 juillet 2018. Étaient présents à la session 107 membres du Comité, des observateurs de 14 autres États Membres de la FAO, du Saint-Siège, de la Palestine et d'un Membre associé de la FAO, des représentants de dix institutions spécialisées et organismes apparentés du système des Nations Unies et des observateurs de 44 organisations intergouvernementales, d'un groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et de 33 organisations non gouvernementales internationales. La liste des délégués et observateurs figure à l'annexe B du présent rapport.
2. M. William Gibbons-Fly, Président de la trente-troisième session du Comité des pêches, a ouvert la session et souhaité la bienvenue aux participants.
3. M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, a inauguré la session et prononcé une allocution, qui est reproduite à l'annexe D.
4. M. Peter Thompson, Envoyé spécial des Nations Unies pour les océans, a prononcé une allocution, dont la transcription figure à l'annexe E.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour et le calendrier de la session, après avoir ajouté les deux points suivants à l'ordre du jour: 14.2 a) Rapport de la République de Corée sur l'état d'avancement du programme pilote relatif à la création de l'Université mondiale des pêches; et 14.2 b) Proposition de création d'un sous-comité de la gestion des pêches. L'ordre du jour de la session est reproduit à l'annexe A du présent rapport. La liste des documents soumis à l'examen du Comité figure à l'annexe C.

DÉSIGNATION DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

6. Les membres ci-après ont été élus au Comité de rédaction: Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Brésil, Canada, Chine, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Ouganda, Pérou, République de Corée et Suède. La Côte d'Ivoire a assumé la présidence du Comité de rédaction.

LA SITUATION MONDIALE DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE

7. Le Comité a félicité la FAO pour la publication de l'édition 2018 de La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture. Il a rappelé que ce rapport constituait un document de référence de portée mondiale sur le développement et l'évolution des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, étayé par un ensemble de données, de statistiques et d'informations, et qu'il s'agissait d'un outil destiné à aider les pays à améliorer la viabilité à long terme de la pêche au titre des objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 14. Le Comité a rappelé en outre l'importance du bon fonctionnement des systèmes nationaux de collecte de données, à l'appui des processus scientifiques et décisionnels, soulignant qu'il fallait renforcer les capacités dans les pays en développement et veiller à ce que le rapport sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture soit diffusé à un large public.
8. Le Comité a noté que la qualité du rapport sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture s'améliorait et a formulé des recommandations constructives sur les moyens de continuer sur cette voie. Il a recommandé que le rapport soit soumis à un examen plus rigoureux par un comité de lecture scientifique, qu'il soit communiqué aux membres bien avant publication et que des lacunes particulières dans certaines données, comme les estimations des pertes de produits halieutiques, puissent être comblées en tirant profit d'ensembles de données supplémentaires.
9. Le Comité a jugé que la publication du rapport et des autres documents du Comité des pêches était trop tardive pour permettre leur examen dans des conditions satisfaisantes, ce qui pouvait avoir des conséquences sur la qualité des débats et sur l'efficacité de ses travaux. Il a demandé instamment au Secrétariat de régler ce problème de calendrier pour les prochaines sessions en fixant des dates limites.
10. Le Comité a reconnu que la situation était très différente d'une région à l'autre du monde mais a exprimé de vives préoccupations au sujet de l'état d'ensemble des stocks halieutiques mondiaux, notant que la proportion de stocks surexploités ne cessait d'augmenter. Regrettant que la communauté mondiale n'ait pas été capable d'inverser cette évolution, il a insisté sur le fait que la pêche illicite, non

déclarée et non réglementée (pêche INDNR), les transbordements non réglementés et les subventions néfastes compromettaient la pérennité des ressources halieutiques marines. Le Comité a appelé les membres à s'engager résolument dans la lutte contre la pêche INDNR, notamment en ratifiant l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et a souligné l'importance des réformes politiques nationales en faveur de mesures de gestion fortes et efficaces en faveur de la pêche et de l'aquaculture durables, ainsi que de la concrétisation des ODD.

11. Face à ces défis et dans le souci d'aider la communauté internationale, en particulier les pays en développement, le Comité s'est dit résolument favorable à ce qu'on examine la question de la création d'un sous-comité chargé de la gestion des pêches.

12. Le Comité a souligné le rôle des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et d'autres processus régionaux s'agissant de la gestion durable des ressources halieutiques communes et a demandé qu'un soutien accru soit apporté aux organes régionaux des pêches (ORP) et aux mécanismes nationaux visant à une gestion durable de la pêche.

13. Le Comité a souligné l'importance du poisson et des autres produits aquatiques dans la réalisation de l'objectif stratégique de la FAO d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition et il a relevé le rôle fondamental que le commerce et l'aquaculture continueraient de jouer en tant que moyens de subsistance, ainsi que pour satisfaire la demande d'une population en augmentation constante. Il a aussi noté la contribution de la pêche et de l'aquaculture artisanales au développement rural.

14. Le Comité a rappelé l'importance des pêches artisanales marines et continentales en tant que moyens de subsistance et en tant que sources d'approvisionnement alimentaire et il a souligné les défis connexes à relever, à savoir l'accès aux ressources, l'équité hommes-femmes, la réduction des pertes et du gaspillage de poisson et autres produits aquatiques, l'accès aux marchés (y compris grâce au renforcement des normes dans ce secteur d'activité) et l'adaptation au changement climatique pour une plus grande résilience. Le Comité a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités afin de stimuler la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche artisanale).

15. Le Comité a rappelé combien la coopération internationale, interdisciplinaire et intersectorielle était importante pour traiter les questions complexes relevant des ODD, que cette coopération était portée par les programmes menés conjointement par des organismes du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales internationales, et que certains membres y participaient en suivant une approche inspirée de l'initiative Croissance bleue.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE ET DES INSTRUMENTS CONNEXES

16. Le Comité a pris note du taux de réponse record au questionnaire relatif au Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes et a encouragé les membres à continuer à participer à cette activité.

17. Le Comité s'est félicité des améliorations apportées au questionnaire en 2018, y compris à la section relative à la pêche artisanale, et a demandé que certaines sections soient plus complètes, sans toutefois trop allonger la longueur du questionnaire. Il a demandé en outre que l'application web et les outils de gestion et de traitement des données y afférents soient encore améliorés et que la FAO veille à ce que le questionnaire soit proposé dans toutes les langues.

18. Le Comité a noté les progrès accomplis par les membres dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes, mais il a aussi relevé des lacunes et des obstacles, notamment des ressources financières et humaines limitées, des capacités insuffisantes sur le plan technique et en matière de réglementation et la nécessité d'améliorer les cadres institutionnels, aux fins d'une aquaculture responsable et de la réduction des pertes après récolte et après capture. Il a souligné le rôle important que la FAO jouait en aidant les membres à relever ces défis.

19. Le Comité a demandé à la FAO de consulter les membres sur d'éventuels problèmes de confidentialité quant à l'utilisation des données et informations communiquées par les pays au moyen du questionnaire. Il a insisté sur le fait que les membres devaient valider l'utilisation des informations obtenues via le questionnaire aux fins de la communication d'informations sur les ODD.

20. Le Comité a insisté sur l'importance de la sécurité en mer et des conditions de travail dans le secteur de la pêche et s'est dit satisfait de l'étroite coopération établie entre la FAO, le Bureau international du Travail (BIT/OIT) et l'Organisation maritime internationale (OMI). Les membres ont demandé à la FAO de continuer à renforcer la coopération internationale sur les questions de santé et de sécurité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et de promouvoir des conditions de travail décentes pour les travailleurs de ces secteurs.

DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DU COMMERCE DU POISSON DU COMITÉ DES PÊCHES À SA SEIZIÈME SESSION (BUSAN [RÉPUBLIQUE DE CORÉE], 4-8 SEPTEMBRE 2017)

21. Le Comité a approuvé le rapport de la seizième session du Sous-Comité du commerce du poisson, tenue à Busan (République de Corée), du 4 au 8 septembre 2017, et a remercié le Gouvernement de la République de Corée d'avoir accueilli la session.

22. Le Comité a souligné la fonction primordiale que jouait le Sous-Comité du commerce du poisson, unique espace de débat multilatéral spécialisé sur les questions liées au commerce du poisson et des produits de la pêche.

23. Le Comité a exprimé son soutien aux activités de renforcement des capacités de la FAO concernant les questions liées aux activités après capture/récolte et à l'accès au marché, en particulier pour les petits producteurs et transformateurs des pays en développement.

24. Le Comité a pris note des difficultés qui découlaient de l'accroissement des exigences s'agissant des conditions d'accès au marché et a souligné combien il était nécessaire d'éviter que celles-ci deviennent des obstacles techniques injustifiés au commerce.

25. Le Comité a apporté son plein appui à la fourniture d'avis scientifiques de la FAO à la Commission du Codex Alimentarius et a estimé qu'il fallait veiller à ce qu'un financement adéquat de ces activités soit assuré.

26. Le Comité a approuvé les conclusions de la Consultation d'experts sur le commerce des services liés à la pêche ainsi que les activités continues de la FAO dans ce domaine. Il a notamment évoqué l'examen des pratiques optimales qui sera présenté au Sous-Comité à sa prochaine session.

27. Le Comité a recommandé que les futures orientations sur la durabilité sociale soient élaborées en coopération avec les parties prenantes concernées, notamment les entreprises et les associations de travailleurs du secteur de la pêche et de l'aquaculture, en tirant parti de l'expérience acquise de l'élaboration du Guide pour des filières agricoles responsables mis au point par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO.

28. Le Comité a souligné qu'il était important de réduire le gaspillage et les pertes alimentaires, en particulier dans la chaîne de valeur après capture/récolte, et qu'il fallait prêter une assistance technique aux pays en développement dans ce domaine.

29. Le Comité a réaffirmé son appui aux activités de la FAO concernant les espèces aquatiques faisant l'objet d'une exploitation commerciale et relevant de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et il a souligné le rôle important que jouait le Groupe consultatif d'experts de la FAO dans l'examen des propositions d'inscription des espèces concernées sur la liste de la CITES. Certains membres ont encouragé la FAO à examiner les incidences en termes de conservation pour les espèces qui figurent déjà sur la liste.

30. Le Comité a rappelé que certains membres du Sous-Comité du commerce du poisson avaient demandé que la FAO collabore étroitement avec le Secrétariat de la CITES pour faire en sorte que le rapport du Groupe consultatif d'experts soit diffusé rapidement et que suffisamment de temps puisse être consacré à la prise de décisions. Il a encouragé la FAO à renforcer sa coopération avec la CITES, afin d'améliorer la situation.

31. Le Comité s'est déclaré favorable à la coopération entre la FAO et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les questions générales relatives aux échanges commerciaux et, en particulier, sur la question des subventions à la pêche.

32. Le Comité s'est félicité de l'adoption par la Conférence de la FAO, en juillet 2017, des Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises et a encouragé leur mise en œuvre afin d'harmoniser ces programmes et d'empêcher le commerce des produits issus de la pêche INDNR, tout en réduisant au maximum les obstacles techniques au commerce.

33. Le Comité a remercié le Gouvernement de l'Espagne d'avoir aimablement proposé d'accueillir la dix-septième session du Sous-Comité du commerce du poisson.

DÉCISIONS PRISES ET RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE DU COMITÉ DES PÊCHES À SA NEUVIÈME SESSION (ROME, 24-27 OCTOBRE 2017)

34. Le Comité a adopté le rapport de la neuvième session du Sous-Comité de l'aquaculture, tenue à Rome (Italie), du 24 au 27 octobre 2017.

35. Le Comité a souligné l'importance de l'aquaculture du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'amélioration des moyens d'existence, de la lutte contre la pauvreté, de la création de revenus et d'emplois et du commerce, en particulier pour les petits producteurs. Il a en outre indiqué qu'une aquaculture durable permettrait de faire face à la demande croissante de poisson et autres produits aquatiques et de combler les carences dans l'offre mondiale, et a noté que de nombreux membres souhaitaient développer l'aquaculture afin de satisfaire la demande dans leur pays.

36. Le Comité s'est déclaré favorable à l'initiative en faveur de la Croissance bleue, en tant que stratégie contribuant au développement durable de la pêche et de l'aquaculture, et a reconnu que la Vision commune de la FAO pour une alimentation et une agriculture durables constituait un cadre utile en vue de l'appui à une croissance durable de l'aquaculture.

37. Le Comité a reconnu qu'il était de plus en plus nécessaire de mettre en œuvre des pratiques aquacoles optimales et a recommandé à la FAO d'élaborer des directives sur l'aquaculture durable, afin de donner des orientations au secteur.

38. Le Comité a salué le projet de rapport sur l'État des ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et a recommandé que sa version finale soit mise au point, puis distribuée largement. Le Comité a remercié le Groupe de travail consultatif du Comité des pêches sur les ressources génétiques aquatiques et les technologies associées et le Groupe de travail technique intergouvernemental ad hoc sur les ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, pour le travail fourni aux fins d'élaboration du rapport.

39. Le Comité a recommandé à la FAO de mettre en place un système mondial d'information, notamment un registre des espèces, afin de suivre et d'évaluer l'état des ressources génétiques aquatiques intéressant l'aquaculture.

40. Le Comité a mis en évidence les questions importantes concernant la biosécurité, la santé des animaux aquatiques et la résistance aux antimicrobiens. Il a recommandé à la FAO de poursuivre ses activités avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), a pris note de la mise au point de l'approche de gestion progressive visant à améliorer la biosécurité dans l'aquaculture et a indiqué qu'il fallait renforcer les capacités des membres pour qu'ils puissent mieux gérer les questions de biosécurité qui les concernaient.

41. Le Comité a souligné qu'il était important de porter une attention de plus en plus grande à la production aquacole dans les zones continentales, à la diversification de l'aquaculture, à la protection de la biodiversité aquatique et des espèces locales, à l'élevage de sélection, ainsi qu'aux services de vulgarisation, afin d'appuyer le renforcement inclusif des chaînes de valeur. Il a souligné en outre qu'il était nécessaire d'améliorer l'image du secteur de l'aquaculture auprès des consommateurs.

42. Le Comité a pris note de l'importance des échanges de connaissances entre les États membres, en particulier dans le cadre des réseaux régionaux et de la coopération Sud-Sud, et, plus précisément, a recommandé à la FAO de poursuivre ses travaux sur le développement de l'aquaculture dans les petits États insulaires en développement (PEID). Dans ce sens, la Chine a proposé de travailler au développement durable de l'aquaculture avec les pays.

43. Le Comité s'est déclaré préoccupé du rôle des certifications sur les marchés nationaux et internationaux et a souligné qu'il fallait renforcer les capacités des petits producteurs pour qu'ils puissent obtenir des certifications et obtenir ainsi un accès plus sûr et facilité aux marchés. Il a en outre précisé que les certifications ne devaient pas créer inutilement des obstacles techniques au commerce.

44. Le Comité a appuyé la demande formulée par les membres du Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie et Pacifique (RCAAP), à savoir d'organiser une conférence mondiale sur l'aquaculture en 2020, et a demandé à la FAO de collaborer aux préparatifs de cette rencontre, en s'appuyant sur les expériences positives des conférences similaires qui se sont tenues en 2000 et 2010.

45. Le Comité a noté combien il était important de promouvoir l'aquaculture, en particulier en Afrique. Il s'est dit favorable au transfert du Réseau aquacole régional pour l'Afrique au Bureau interafricain pour les ressources animales (BIRA) de l'Union africaine (UA) et a demandé à la FAO de continuer à soutenir le réseau.

46. Le Comité a remercié le Gouvernement de la Norvège d'avoir aimablement proposé d'accueillir la dixième session du Sous-Comité de l'aquaculture en 2019.

GOVERNANCE DE LA PÊCHE ET DES OCÉANS

Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

47. Le Comité a pris note des initiatives engagées par les membres afin de lutter de manière plus efficace contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) aux niveaux national, régional et mondial.

48. Les membres ont fait état des problèmes qu'ils rencontraient dans la lutte contre la pêche INDNR et ont demandé à la FAO de fournir une assistance technique supplémentaire afin d'améliorer leur action en tant qu'États côtiers, États du pavillon, États du marché, États où a lieu la transformation et États du port.

49. Le Comité a souligné que les membres devaient davantage coopérer et partager plus d'informations entre eux, notamment par l'intermédiaire des mécanismes mis en place par les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et par d'autres organisations intergouvernementales.

50. Le Comité s'est félicité du nombre croissant de Parties à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et a encouragé les pays qui n'y étaient pas partie à y adhérer. Il a dit attendre avec intérêt la deuxième réunion des Parties à l'Accord, que le Chili devrait accueillir en 2019.

51. Le Comité a salué les travaux que la FAO menait afin d'aider les pays en développement à mettre en œuvre l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, ses instruments complémentaires et des moyens de lutte contre la pêche INDNR, ou à prendre des mesures dans ce sens. Il a encouragé la poursuite de la coopération et de la coordination avec les États, ainsi qu'avec d'autres organisations intergouvernementales concernées, dans des initiatives complémentaires de renforcement des capacités.

52. Le Comité s'est félicité des discussions initiales menées par les Parties sur les mécanismes d'échange d'informations à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port et a recommandé que l'on tire profit des mécanismes régionaux existants lors de la mise au point d'un mécanisme mondial d'échange d'informations dans le cadre de l'Accord, afin d'éviter le doublonnage d'activités.

53. Le Comité a salué le lancement de la première version publique du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires d'approvisionnement (Fichier mondial) et a reconnu que cet instrument jouait un rôle important dans la lutte contre la pêche INDNR. Il a noté que le Fichier mondial contribuait à la mise en œuvre de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, d'autres instruments internationaux et d'initiatives nationales ou régionales et a encouragé les membres à communiquer des informations destinées au Fichier mondial, ainsi qu'à actualiser régulièrement les données transmises. Il a recommandé que le Fichier mondial soit développé, en particulier pour permettre le versement automatique de données provenant d'autres systèmes de suivi, contrôle et surveillance.

54. Le Comité a reconnu l'importance des Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises, qui s'inscrivent dans un ensemble complet de mesures nécessaires pour lutter contre la pêche INDNR, en particulier au regard de l'amélioration de la traçabilité des produits halieutiques.

55. Le Comité a exprimé des préoccupations au sujet des activités de transbordement qui, lorsqu'elles sont mal réglementées, suivies et contrôlées, peuvent contribuer à la pêche INDNR. Il a accueilli favorablement l'étude mondiale que la FAO réalisait sur les transbordements et a demandé que des études approfondies soient menées sur cette question, afin d'étayer la mise au point de directives sur les pratiques optimales en matière de réglementation, suivi et contrôle des transbordements.

56. Le Comité a exprimé son soutien aux activités de la FAO qui contribuaient à l'élaboration de directives techniques applicables à l'évaluation de l'ampleur et de la distribution géographique de la pêche INDNR et a noté l'importance de ces directives pour que l'on puisse élaborer des estimations cohérentes et fiables, déterminer des tendances nationales, régionales et mondiales et mesurer les incidences de la pêche INDNR.

57. Sachant que certaines subventions peuvent contribuer à la surcapacité, à la surpêche et à la pêche INDNR, le Comité a demandé que la FAO continue de formuler des avis techniques dans le cadre des négociations en cours au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche.

58. Reconnaissant les liens entre la pêche INDNR, la sécurité en mer et les mauvaises conditions de travail dans certains domaines du secteur de la pêche, le Comité s'est félicité de la coopération en cours entre l'Organisation maritime internationale (OMI), le Bureau international du Travail (BIT/OIT), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la FAO sur la pêche INDNR et les questions connexes, et a encouragé la poursuite d'initiatives conjointes.

59. Le Comité a rappelé le rôle important que les États du pavillon jouaient dans la lutte contre la pêche INDNR en contrôlant leurs navires.

Gouvernance de la pêche à petite échelle et de la pêche artisanale

60. Le Comité a rappelé la contribution essentielle de la pêche artisanale – continentale et marine – à la sécurité alimentaire et à la nutrition, aux moyens d'existence, au commerce et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

61. Il a salué les progrès accomplis dans la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale, notamment leur intégration dans la législation, les politiques et autres initiatives, et a encouragé la poursuite des travaux au titre du programme-cadre de la FAO sur la pêche artisanale, aux niveaux mondial, régional et national.

62. Le Comité a demandé à la FAO de poursuivre l'élaboration d'un système de suivi de la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale, de faire rapport sur les progrès accomplis à cet égard et d'apporter son soutien aux initiatives nationales, sous-régionales et régionales, en particulier par l'intermédiaire des comités nationaux.

63. Le Comité a insisté sur le rôle important que les acteurs de la pêche artisanale devaient jouer dans le processus de prise de décisions.

64. Il a souligné qu'il était nécessaire de reconnaître et de prendre en compte le rôle particulier des femmes et la vulnérabilité des communautés et minorités autochtones et locales dans le secteur de la pêche artisanale.

65. Le Comité a encouragé la FAO à contribuer au renforcement des capacités et à fournir une assistance technique au secteur de la pêche artisanale, notamment sur les questions socioéconomiques et de parité hommes-femmes, ou encore sur des défis propres au secteur comme les activités après récolte/capture et la collecte de données.

66. Le Comité a souligné combien il importait de concrétiser l'ODD 14.b, visant à garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés, et a encouragé la FAO à aider les membres dans la même optique en ce qui concerne les ressources halieutiques continentales.

67. Le Comité a reconnu que l'on ne disposait que d'une quantité limitée de statistiques sur la pêche artisanale. Il a salué les efforts de la FAO visant à évaluer les pêches marines et continentales et a préconisé que les systèmes de collecte de données statistiques continuent d'être améliorés, afin d'étayer les politiques nationales et les futures éditions du rapport sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, y compris la mise au point de pratiques optimales de gestion des pêches continentales et un plan pour la mise en œuvre des Dix étapes pour des pêches continentales responsables. Le Comité a également indiqué qu'il attendait avec intérêt les résultats de l'étude Hidden Harvest 2 (HH2) sur l'exploitation cachée, prévus pour 2020.

68. Le Comité a reconnu que le secteur de la pêche artisanale était complexe, compte tenu de ses fonctions importantes au regard des moyens de subsistance, et qu'il jouait un rôle de cohésion sociale et de maintien des valeurs culturelles. Il a fait remarquer qu'il fallait inclure ces fonctions et ce rôle, tout comme le savoir traditionnel, dans l'analyse de la pêche artisanale.

69. Le Comité s'est félicité de la proclamation de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (2022), a invité à envisager des coopérations et des soutiens à l'organisation des célébrations et a demandé à la FAO d'élaborer un plan de travail à cet effet.

70. Les progrès accomplis au titre du Cadre stratégique mondial en matière d'appui à la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale ont été notés, car celles-ci constituent un mécanisme de renforcement de la participation de multiples acteurs.

71. Le Comité a réservé un accueil favorable au Programme de travail mondial visant à approfondir les connaissances relatives aux approches fondées sur les droits dans le secteur de la pêche, qui est de nature à faciliter la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale et, plus généralement, la formalisation de l'amélioration de l'accès à la pêche et des droits aux ressources dans le secteur de la pêche. Il a indiqué que ces éléments étaient des facteurs essentiels à la sécurité alimentaire et qu'ils étaient de nature à réduire les conflits dans le secteur de la pêche artisanale.

72. Le Comité a pris note des préparatifs de la conférence sur les droits fonciers et les droits des usagers dans le secteur de la pêche (UserRights 2018), qui se tiendra à Yeosu (République de Corée). Il a salué en outre la proposition visant à élaborer une base de données qui permettrait d'étayer une approche fondée sur les droits dans le domaine de la pêche et a invité la FAO à appuyer le renforcement des capacités en vue de la mise en place de régimes fonciers justes et équitables.

Processus de portée mondiale et régionale relatifs aux océans

73. Le Comité a réaffirmé le rôle du Comité des pêches en tant que principal lieu de débat international sur les politiques à suivre dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que l'adoption d'instruments de politique. Il s'est félicité de la participation de la FAO aux nombreux forums internationaux sur les océans en ce qui concerne les pêches et l'aquaculture et a demandé que l'Organisation participe davantage à ces rencontres internationales.

74. Le Comité a constaté par ailleurs que certains pays n'avaient pas les capacités suffisantes pour participer aux réunions sur les océans, de plus en plus nombreuses.

75. Le Comité s'est dit préoccupé par le tarissement du Fonds d'assistance des Nations Unies créé au titre de la partie VII de l'Accord sur les stocks de poissons et a encouragé une reconstitution du Fonds, ce qui pourrait être facilitée par une révision du mandat et des conditions de ce dispositif.

76. Le Comité s'est félicité de la coopération accrue entre la FAO et d'autres organisations compétentes, notamment ONU-Océans, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Commission océanographique intergouvernementale (COI), les instances de la Convention sur la diversité biologique (CDB), les instances de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

77. Le Comité s'est félicité des travaux en cours visant à conclure un nouvel accord, juridiquement contraignant, pour la sauvegarde de la biodiversité marine dans les zones situées hors des juridictions

nationales et a noté que ce processus ne devait pas porter préjudice aux instruments et aux cadres juridiques internationaux en vigueur ni aux organes sectoriels, régionaux et mondiaux compétents.

78. Le Comité a encouragé la FAO et les autres organes sectoriels, régionaux et mondiaux s'intéressant aux pêches, notamment les organisations régionales de gestion des pêches (ORPG) et autres organes régionaux des pêches (ORP), à contribuer davantage aux négociations. Il a encouragé en outre les membres à envoyer des représentants de leur secteur de la pêche.

79. Le Comité s'est réjoui de l'appui apporté par la FAO à la CDB pour atteindre les Objectifs d'Aichi sur la biodiversité et a salué sa participation au cadre post-2020 de la Convention. Il a demandé à la FAO à poursuivre ses activités relatives aux outils de gestion par zone et sa collaboration avec les autres organisations travaillant sur la question. Il a demandé en outre à la FAO de continuer à coopérer avec les organes de la CDB et avec le PNUE afin de favoriser l'établissement de mécanismes de coordination formels entre les organes régionaux des pêches et le Programme pour les mers régionales.

80. Le Comité a dit attendre avec intérêt la prochaine conférence «notre océan», qui se tiendra à Bali (Indonésie) les 29 et 30 octobre 2018, et a jugé que les futures conférences «notre océan» seraient importantes afin de continuer à observer la suite donnée aux engagements contractés précédemment dans le cadre de cette même conférence.

81. Le Comité s'est déclaré satisfait des travaux menés par les organes sectoriels et régionaux, notamment les ORP et les ORGP, qui sont d'importants mécanismes de coopération entre les États en matière de gestion et de conservation des pêches. Les membres ont été encouragés à envisager la création d'ORGP pour les espèces et les zones qui ne sont pas encore couvertes, en tenant compte de la souveraineté des États côtiers sur la question.

82. Le Comité a appelé la FAO à poursuivre sa collaboration avec les ORP et les ORGP, a félicité l'Organisation pour l'appui fourni au Réseau des secrétariats des organes régionaux des pêches, et a souligné le rôle important qu'elle avait joué dans la facilitation de la coordination et le partage de l'expérience acquise par les ORP. Il a recommandé que la FAO alloue davantage de ressources aux travaux du Réseau des secrétariats des organes régionaux des pêches.

83. Le Comité a demandé à la FAO de continuer à appuyer la réorientation du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE) et de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO), d'organes consultatifs à organismes de gestion, de faciliter le renforcement de la Commission régionale des pêches (CORÉPÊCHES) et d'apporter son aide à la création de l'Organisation de gestion de la pêche et de l'aquaculture en mer Rouge et dans le golfe d'Aden.

84. Le Comité s'est félicité des travaux de la FAO visant à renforcer les capacités en matière d'amélioration de la résilience du secteur de la pêche face aux catastrophes et s'est déclaré satisfait du secours apporté au secteur de la pêche dans les Caraïbes après les ouragans de 2017.

85. Le Comité a pris bonne note des activités de la FAO et des partenaires fournisseurs de ressources ayant trait à la promotion de l'approche écosystémique des pêches, du programme d'approche écosystémique des pêches (AEP) Nansen, du programme Common Oceans et du programme sur les zones hors juridictions nationales.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

86. Le Comité a insisté sur le fait qu'il était important que les membres atteignent les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 14. Il a mis en évidence la cohérence qui existe entre ces objectifs et les objectifs en matière de politiques établis par les instruments internationaux contraignants et non-contraignants, les organes régionaux (notamment les ORGP) et les autorités nationales.

87. Le Comité, qui a noté que les membres étaient responsables de l'établissement des rapports sur les ODD, a reconnu que la FAO était la principale institution des Nations Unies chargée de la pêche (marine et en eau douce) et de l'aquaculture et qu'elle jouait un rôle important en aidant les autorités compétentes à suivre les progrès accomplis au regard de l'ODD 14, ainsi que des autres objectifs du Programme 2030.

88. Le Comité a réaffirmé qu'il était favorable au renforcement de la coopération entre la FAO et les organes internationaux, régionaux et nationaux, ainsi qu'avec le secteur privé, afin d'appuyer

l'élaboration et la mise en œuvre d'indicateurs sur le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des ODD et des objectifs d'Aichi pour la biodiversité intéressant la pêche.

89. Le Comité a noté qu'il n'existait pas de méthode reconnue au niveau international en ce qui concerne les indicateurs des catégories les plus basses dont la FAO est garante. Il s'est félicité des travaux techniques de la FAO qui ont permis d'avancer dans l'élaboration de méthodes visant à faciliter la production par les membres de rapports sur les indicateurs.

90. Le Comité a mis en évidence la nécessité de garantir la comparabilité et la cohérence, aux niveaux mondial, régional et national, des indicateurs permettant d'établir les rapports, tout en réduisant la charge de travail des membres.

91. Le Comité est convenu que les données et informations soumises au moyen du questionnaire sur l'application du Code pouvaient être utilisées pour faire rapport sur les indicateurs des ODD et les objectifs d'Aichi pour la biodiversité en valeurs agrégées, à condition que les membres donnent l'autorisation expresse de communiquer des données sur les avancées au niveau nationale et qu'ils soient consultés et valident les contributions, comme indiqué au paragraphe 19 du présent rapport.

92. Le Comité a souligné que la communication d'informations sur ces indicateurs par les membres utilisant de nouvelles méthodes nécessitait un renforcement des capacités institutionnelles et humaines et une mobilisation de ressources, afin que les membres soient en mesure de collecter des données de manière indépendante, de réaliser un suivi des ODD et des instruments internationaux connexes et d'établir des rapports à ce sujet.

93. Le Comité a demandé à la FAO de continuer à aider les membres à renforcer leurs capacités en matière de statistiques et de fourniture de données et d'informations, en particulier dans les cas où l'on ne dispose que de peu de données. Il a demandé en outre que des outils et des principes directeurs en matière de publications soient fournis, afin d'aider dans ce domaine.

94. Le Comité a reconnu qu'il y avait des synergies entre les ODD et l'Économie bleue et qu'il fallait étendre la coopération en ce qui concerne l'élaboration de nouvelles plateformes et de nouveaux processus économiques (le Forum bleu, les Ports Bleus, la Mode bleue, par exemple) dans une optique durable.

95. Le Comité a dit attendre avec intérêt la prochaine conférence de haut niveau sur l'économie bleue durable, qui sera organisée conjointement par le Canada et le Kenya à Nairobi (Kenya), du 26 au 28 novembre 2018.

96. Le Comité a indiqué qu'il fallait que la FAO renforce ses efforts de communication afin de préciser et d'améliorer la sensibilisation sur les approches multisectorielles consacrées à la Croissance bleue et sur la réalisation du Programme 2030 et qu'elle améliore l'élaboration de ses plans en faveur de l'initiative sur la Croissance bleue.

97. Le Comité a demandé en outre à la FAO d'examiner les éventuelles possibilités de mettre en place des initiatives en faveur de la Croissance bleue et de l'Économie bleue et de les présenter à la dix-septième session du Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches, en 2019.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUTRES QUESTIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT

98. Le Comité s'est félicité des activités de la FAO concernant le changement climatique dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et de l'engagement de l'Organisation en faveur de l'application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

99. Le Comité s'est félicité également de l'examen global de la FAO sur les incidences du changement climatique dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et sur les possibilités d'adaptation dans ce domaine et a indiqué que cet examen constituerait un appui essentiel aux membres, en vue du renforcement de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs plans nationaux d'adaptation.

100. Le Comité a insisté sur la vulnérabilité des communautés de pêcheurs et d'aquaculteurs face au changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes et a fait expressément part de ses

préoccupations quant aux incidences de ces phénomènes sur la pêche artisanale et les petits États insulaires en développement (PEID).

101. Le Comité a souligné que, pour apporter une réponse efficace au changement climatique, il fallait mettre en place une gestion efficace de la pêche qui soit conforme au Programme 2030. Il a demandé que des directives sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture soient élaborées et s'est félicité que le Canada ait proposé d'accueillir un atelier d'experts sur la gestion de la pêche dans le contexte du changement climatique.

102. Le Comité s'est félicité des travaux de la FAO concernant l'intégration de la biodiversité et a demandé à l'Organisation d'élaborer et de mettre en œuvre un plan en faveur de la biodiversité halieutique et aquacole, en tant qu'élément de sa Stratégie pour la biodiversité et contribution au cadre sur la biodiversité au-delà de 2020 de la Convention sur la diversité biologique (CBD), en s'appuyant sur la Plateforme pour la prise en compte systématique de la biodiversité de cette dernière. Il a aussi noté qu'il fallait que la FAO participe davantage aux rencontres internationales consacrées à l'environnement au cours desquelles des questions relatives à la pêche étaient débattues.

103. Le Comité a noté que la FAO, le Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et les autres organismes internationaux concernés utilisaient tout un ensemble de critères pour caractériser la situation des ressources aquatiques faisant l'objet d'une exploitation commerciale et a demandé à la FAO de poursuivre sa coopération avec ces organismes internationaux, afin d'harmoniser les critères utilisés aux fins de la caractérisation de ces ressources, dans la mesure du possible. Il a suggéré que la FAO envisage la possibilité de coopérer avec ces organisations afin de suivre l'état de conservation des espèces faisant l'objet d'une exploitation commerciale.

104. Le Comité s'est félicité des travaux de la FAO concernant les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés. Il a encouragé la FAO à poursuivre ses travaux visant à quantifier les répercussions de l'abandon, de la perte et du rejet d'engins, à élaborer et documenter des pratiques optimales permettant de s'attaquer à ce problème, notamment la récupération et le recyclage d'engins, l'utilisation d'engins biodégradables pour réduire au maximum leur contribution à la pollution marine par le plastique, ainsi que la réduction de la pêche fantôme.

105. Le Comité a accueilli favorablement les recommandations émanant de la Consultation technique sur le marquage des engins de pêche et a approuvé les Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche. Il a apporté son concours à l'élaboration d'une stratégie mondiale de grande envergure visant à traiter les questions liées aux engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés et à soutenir la mise en œuvre des Directives volontaires, et a encouragé la participation du secteur de la pêche artisanale, ainsi que des ORGP, des arrangements régionaux de gestion des pêches et autres organismes internationaux pertinents.

106. Le Comité s'est félicité des activités de la FAO relatives aux prises accessoires, notamment celles portant sur les prises accessoires de mammifères marins, et a accueilli favorablement les recommandations émanant de l'atelier d'experts sur les moyens et les méthodes de réduction de la mortalité des mammifères marins imputable aux activités de pêche et d'aquaculture. Le Comité a encouragé la FAO à poursuivre ses travaux, en collaborant avec les membres et les organisations et experts pertinents, tels que la Commission baleinière internationale et la Commission des mammifères marins de l'Atlantique Nord, à la mise au point de pratiques optimales sous la forme de directives techniques. À cette fin, il pourrait être nécessaire de mener de nouvelles consultations auprès des membres.

107. Le Comité s'est dit préoccupé par les effets de la pollution provenant des exploitations aurifères et d'autres sources, y compris les microplastiques, sur les ressources aquatiques et a préconisé que la FAO continue à recueillir des informations relatives à ses impacts sur les ressources halieutiques et aquacoles, ainsi que les répercussions sur la sécurité sanitaire des aliments, dans les systèmes marins et dulçaquatiques, y compris les travaux du programme AEP Nansen.

108. Le Comité a pris note avec préoccupations de la question du bruit sous-marin d'origine humaine et a encouragé la FAO à envisager la réalisation d'une étude consacrée à ses effets sur les ressources marines et à ses conséquences socioéconomiques.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA FAO DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE AU TITRE DU CADRE STRATÉGIQUE DE L'ORGANISATION

109. Le Comité a examiné le programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation et s'est félicité des résultats obtenus en 2016-2017. Il est convenu que ces résultats avaient contribué à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation, sachant que ces derniers demeuraient pertinents pour orienter les activités de la FAO dans ce domaine.

110. Le Comité a réaffirmé son soutien à l'initiative Croissance bleue et a confirmé qu'il s'agissait d'un cadre utile pour obtenir des résultats concrets s'agissant des activités de la FAO intéressant la pêche et l'aquaculture. À cet égard, il a encouragé la FAO à intégrer dans son programme de travail les activités régionales existantes sur la Croissance bleue et à soutenir l'élaboration de nouvelles initiatives régionales.

111. Le Comité s'est félicité de la participation de la FAO à l'initiative Croissance bleue et a noté que l'Organisation consacrait de plus en plus d'activités aux océans. Il a souligné que les activités traditionnelles en faveur de la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture à l'échelle mondiale devaient rester prioritaires.

112. Le Comité a approuvé les domaines d'action prioritaires pour 2018-2019 et a noté l'importance du travail de la FAO à l'appui de la concrétisation des ODD, en particulier l'ODD 14.

113. Le Comité a demandé au Secrétariat de la FAO de tenir compte des évolutions et des faits nouveaux intervenus au sein du secteur et, plus généralement, au niveau mondial, notamment en relation au climat, ainsi que des recommandations des conférences régionales de la FAO concernant la pêche et l'aquaculture, lors de l'exécution du Programme de travail et budget.

114. Le Comité a recommandé qu'une attention particulière soit accordée aux incidences négatives du changement climatique et des catastrophes naturelles dans les petits États insulaires en développement (PEID) dans le Programme de travail 2018-2019 de la FAO, afin de renforcer la pêche et l'aquaculture conformément à l'ODD 14 et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

115. Le Comité a encouragé la FAO à continuer de collaborer avec d'autres organisations internationales, ainsi qu'avec les organes régionaux des pêches et les organisations régionales de gestion des pêches, afin d'œuvrer en faveur d'une contribution positive de la pêche et de l'aquaculture au développement durable, et d'éviter le doublonnage d'activités.

116. Le Comité a souligné la valeur des compétences techniques de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture et a insisté sur le fait qu'il importait de maintenir et de renforcer cette capacité.

117. Le Comité a rappelé l'importance de la fonction essentielle de la FAO qui consistait à collecter, analyser et diffuser des statistiques sur la pêche et l'aquaculture, y compris les données ventilées par sexe, dans la mesure du possible, afin d'étayer les politiques et les plans élaborés par les membres en vue de la réalisation des ODD.

118. Les membres ont demandé à la FAO de maintenir une forte présence et visibilité sur le terrain en menant des activités concrètes à l'appui de l'application des accords internationaux et en contribuant à l'intégration des directives techniques dans les politiques et plans nationaux et régionaux, tout en poursuivant ses activités normatives, son travail de sensibilisation et ses initiatives en faveur du développement durable de la pêche et de l'aquaculture.

119. Le Comité a exhorté la FAO à promouvoir les pratiques optimales au moyen de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans le secteur de la pêche afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

120. Le Comité a encouragé la poursuite de la coopération entre la FAO, l'agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Bureau interafricain pour les ressources animales (BIRA) de l'Union africaine (UA), les organes régionaux des pêches et les institutions nationales des pêches en Afrique afin d'appuyer l'exécution du Programme de travail 2018-2019 de la FAO, ainsi que la mise en œuvre de cadres et de stratégies de réforme dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture.

PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL DU COMITÉ

121. Le Comité a approuvé le rapport intérimaire sur le Programme de travail pluriannuel 2016-2019.

122. Le Comité a demandé que soit insérée dans le paragraphe 17 du projet de Programme de travail pluriannuel 2018-2021, tel qu'il figure à l'annexe D, la mention suivante: «Tous les documents du Comité des pêches, y compris le rapport sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, sont disponibles dans toutes les langues de la FAO au moins quatre semaines avant le début de la session»; il a insisté fortement pour que cette règle soit respectée.

123. Le Comité a demandé au Secrétariat d'étudier la possibilité d'intégrer un plan par étapes qui couvrirait une période correspondant à au moins trois sessions du Comité des pêches dans les prochains programmes de travail pluriannuels.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DU COMITÉ DES PÊCHES

124. Les membres du Comité ont élu M. Sidi Mouctar Dicko (Guinée) Président, et M. Shingo Ota (Japon) premier Vice-Président. Les représentants du Canada, du Chili, de l'Islande, de la Jordanie et de la Nouvelle-Zélande ont été élus vice-présidents.

QUESTIONS DIVERSES

Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches: pour information

125. Le Comité a pris note des informations communiquées sur l'évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches.

Autres questions

126. Le Comité a accueilli favorablement le rapport de la République de Corée sur l'état d'avancement du programme pilote consacré à l'Université mondiale des pêches. Il a noté qu'un certain nombre de membres s'étaient déclarés très favorables à l'initiative et a appelé à poursuivre la coopération entre le Secrétariat de la FAO et la République de Corée, afin que les travaux concernant l'accord conjoint puissent avancer, dans le cadre de l'approche étape par étape convenue.

127. Le Comité a également noté que la République de Corée travaillait en étroite collaboration avec la FAO, afin de mettre au point et de signer la version finale d'un accord avec le pays hôte, en vue de l'établissement d'un partenariat et d'un bureau de liaison en République de Corée, travaux qui permettraient la signature d'un protocole d'accord entre la FAO et la République de Corée sur le programme pilote consacré à l'Université mondiale des pêches. Il a demandé à être tenu informé des prochaines étapes et de leurs incidences.

128. Le Comité a demandé au Secrétariat d'élaborer, en étroite collaboration avec le Bureau et compte tenu du règlement relatif à la création d'organes subsidiaires, une proposition concernant l'éventuel établissement d'un sous-comité de la gestion des pêches, qui serait soumise aux membres pour examen, à la prochaine session du Comité des pêches. Il a souligné qu'il faudrait que la proposition couvre tous les aspects pertinents, notamment les incidences financières et administratives et le mandat de ce comité, y compris la définition des moyens d'être efficace et d'éviter les doubles emplois avec les autres sous-comités du Comité des pêches. Le Comité a noté qu'un sous-comité de ce type pourrait inscrire à son ordre du jour un point permanent sur la pêche artisanale. Il faudrait que le document soit disponible au moins six mois avant la trente-quatrième session du Comité des pêches.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION

129. Le Comité est convenu que la trente-quatrième session du Comité des pêches aurait lieu à Rome, au cours du troisième trimestre 2020. Les dates exactes seraient fixées par le Directeur général, après consultation du Bureau du Comité des pêches, et communiquées officiellement au Conseil de la FAO lors de sa prochaine session, en décembre 2018, et à la Conférence de la FAO lors de sa quarante et unième session, en 2019.

ADOPTION DU RAPPORT

130. Le rapport de la trente-troisième session du Comité des pêches a été adopté, après l'intégration de toutes les modifications apportées par consensus, le 13 juillet 2018.

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session
3. Désignation des membres du Comité de rédaction
4. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture
5. Progrès accomplis quant à l'application du Code de conduite pour une pêche responsable (le Code de conduite) et des instruments connexes
6. Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches à sa seizième session (Busan [République de Corée], 4-8 septembre 2017)
7. Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa neuvième session (Rome [Italie], 24-27 octobre 2017)
8. Gouvernance de la pêche et des océans
 - 8.1. Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR)
 - 8.2. Gouvernance de la pêche à petite échelle et de la pêche artisanale
 - 8.3. Processus de portée mondiale et régionale relatifs aux océans
9. Programme de développement durable à l'horizon 2030
10. Changement climatique et autres questions relatives à l'environnement
11. Programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation
12. Programme de travail pluriannuel du Comité
13. Élection du président et des vice-présidents de la trente-quatrième session du Comité des pêches
14. Questions diverses
 - 14.1. Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches: pour information
 - 14.2. Autres questions
15. Date et lieu de la prochaine session
16. Adoption du rapport

Liste des délégués et observateurs

**MEMBERS OF THE
COMMITTEE/MEMBRES
DU COMITÉ/MIEMBROS
DEL COMITÉ¹**

**AFGHANISTAN/
AFGANISTÁN**

Abdul Razak AYAZI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent
Representative to FAO
Rome, Italy

Mohammad Jawad RANJBAR
Second Secretary
Alternate Permanent
Representative to FAO
Rome, Italy

**ALGERIA/ALGÉRIE/
ARGELIA**

Abdelhamid SENOUCI
BEREKSI
Ambassadeur
Représentant permanent auprès
de la FAO
Ambassade de la République
algérienne démocratique et
populaire
Rome, Italie

Imed SELATNIA
Suppléant
Ambassade de la République
algérienne démocratique et
populaire
Rome, Italie

Abdenmour GOUGAM
Suppléant
Ambassade de la République
algérienne démocratique et
populaire
Rome, Italie

Rafik MOUALEK
Directeur d'études
Direction générale de la pêche
et de l'aquaculture
Ministère de l'agriculture, du
développement rural et de la
pêche
Alger

ANGOLA

Victoria DE BARROS NETO
Ministre des pêches de la
République de l'Angola
Ministère de la pêche et mer
Luanda

António José DA SILVA
Directeur national de
l'aquaculture
Luanda

Soares Venancio GOMES
Directeur des relations
internationales
Ministère de la pêche et mer
Luanda

Filomena VAZ VELHO
National Fishery and Marine
Research Institute
Luanda

Carlos AMARAL
Ministre Conseiller
Représentant permanent
adjoint de l'Angola auprès de
la FAO
Représentation Permanente de
la République d'Angola
auprès de la FAO, PAM et
FIDA
Rome, Italie

Pedro LEITÃO NUNES
Assistant de l'Ambassade de
l'Angola en Italie
Représentation permanente de
la République d'Angola
auprès de la FAO, PAM et
FIDA
Rome, Italie

Angelo RAFAEL
Conseiller
Représentant permanent
suppléant auprès de la FAO
Représentation permanente de
la République d'Angola
auprès de la FAO, PAM et
FIDA
Rome, Italie

Maria SARDINHA
Directrice nationale
Ministère de la pêche et mer
Luanda

Klaus SEBASTIÃO
Attaché de Protocole de
l'Ambassade de l'Angola en
Italie
Représentation permanente de
la République d'Angola
auprès de la FAO, PAM et
FIDA
Rome, Italie

Florêncio Mariano DA
CONCEIÇÃO E ALMEIDA
Ambassadeur
Représentant permanent
auprès de la FAO
Représentation permanente de
la République d'Angola
auprès de la FAO, PAM et
FIDA
Rome, Italie

Antonio VITORINO
SAMPÃO

ARGENTINA/ARGENTINE

María Cristina BOLDORINI
Embajadora
Representante Permanente
ante la FAO
Representación Permanente de
la República Argentina ante
la FAO/FIDA/PMA
Roma, Italia

¹ Based on the membership of COFI at the time of the session. The current membership is available:
www.fao.org/unfao/govbodies/gsbhome/committee-fi/en/

Mauricio REMES
Subsecretaría de Pesca y
Acuicultura
Ministerio de Agroindustria
Buenos Aires

Reina SOTILLO DE
GALGANO
Ministro Plenipotenciario
Representante ante el Consejo
Federal Pesquero
Dirección de Asuntos
Económicos Multilaterales
Ministerio de Relaciones
Exteriores y Culto
Buenos Aires

Nazareno Cruz MONTANI
CAZABAT
Secretario
Representante Permanente
Alternante ante la FAO
Representación Permanente de
la República Argentina ante la
FAO/FIDA/PMA
Roma, Italia

AUSTRALIA/AUSTRALIE

Cathrine STEPHENSON
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to
FAO
Embassy of Australia
Rome, Italy

Rosemary NAVARRETE
Agricultural Adviser
Permanent Representation of
Australia to FAO
Embassy of Australia
Rome, Italy

AUSTRIA/AUTRICHE

Guenter WALKNER
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of
the Republic of Austria to FAO
Embassy of Austria
Rome, Italy

Lisa DELLA PIETRA
Senior Expert
Directorate EU Coordination
Environment
Federal Ministry of
Sustainability and Tourism
Vienna

Johanna LOHNECKER
Administrative Assistant
Permanent Representative of
the Republic of Austria to
FAO and WFP
Rome, Italy

Igor LUKIC
Assistant
Permanent Representation of
the Republic of Austria to FAO
and WFP
Rome, Italy

Amaia ZABALA ALDUNATE
Administrator
Council of the European Union
General Secretariat
Directorate Fisheries, Food and
Health
Brussels, Belgium

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN/ AZERBAIYÁN

Zaur GADIMALIYEV
First Secretary
Embassy of the Republic of
Azerbaijan
Rome, Italy

BANGLADESH

Manash MITRA
Economic Counsellor
Alternate Permanent
Representative to FAO
Embassy of the People's
Republic of Bangladesh
Rome, Italy

Rajib TRIPURA
First Secretary
Alternate Permanent
Representative to FAO
Embassy of the People's
Republic of Bangladesh
Rome, Italy

BELGIUM/BELGIQUE/ BÉLGICA

Patrick SORGEOLOS
Vice-Chair of the Intersession
COFI Bureau on the Sub-
Committee Aquaculture
(for the Kingdom of Belgium)
Brussels

Virginie KNECHT
Attachée
Représentation permanente
auprès de la FAO
Ambassade de Belgique
Rome, Italie

Diego CADELLI
Attaché
Représentation permanente auprès
de la FAO
Ambassade de Belgique
Rome, Italie

Frank CARRUET
Ambassadeur
Représentant permanent auprès
de la FAO
Représentation permanente
auprès de la FAO
Ambassade de Belgique
Rome, Italie

BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)/BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)/ BOLIVIA (ESTADO PLURINACIONAL DE)

Carlos APARICIO VEDIA
Embajador
Representante Permanente ante la
FAO
Embajada del Estado Plurinacional
de Bolivia
Roma, Italia

Maria Eugenia GAZAUI
Asistente del Jefe de Misión
Representación Permanente de
Bolivia ante la FAO
Roma, Italia

Roxana W. OLLER CATOIRA
Segundo Secretario
Representación Permanente
ante la FAO
Roma, Italia

BRAZIL/BRÉSIL/BRASIL

Dayvson FRANKLIN DE SOUZA
Secretary of State
Special Secretariat of Aquaculture
and Fisheries of Brazil (SEAP)
Brasilia

Francisco Osvaldo ALVES
BARBOSA

International Advisor
SEAP
Brasilia

Lucianara ANDRADE FONSECA
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Delegation of Brazil
to FAO and related International
Organizations
Rome, Italy

José Airton CIRILO
Congressman
Chamber of Deputies Brazil
Brasilia

Diego FERNANDES ALFIERI
Third Secretary
Division of Agriculture and
Commodities
Ministry of Foreign Affairs
Brasilia

Fábio HISSA VIEIRA HAZIN
Specialist
Federal Rural University of
Pernambuco
Brazil

Diogenes LEMAINSKI
Technical Advisor
SEAP
Brasilia

BURKINA FASO

Sommanogo KOUTOU
Ministre des ressources
animales et halieutiques
Ministère des ressources
animales et halieutiques
Ouagadougou

Henri ZERBO
Directeur général des
ressources halieutiques
Ministère des ressources
animales et halieutiques
Ouagadougou

Alice Gisèle SIDIBE-ANAGO
Conseillère
Représentante permanente
adjointe auprès de la FAO
Représentation permanente du
Burkina Faso auprès de la
FAO
Rome, Italie

CABO VERDE

Carlos EVORA ROCHA
Directeur national de
l'économie maritime
Praia

Elsa BARBOSA SIMÕES
Représentant permanent auprès
de la FAO
Ambassade de la République
de Cabo Verde
Rome, Italie

CAMBODIA/CAMBODGE/ CAMBOYA

Cheasan ENG
Delegate of the Royal Government
Fisheries Administration
Ministry of Agriculture, Forestry,
and Fisheries
Phnom Penh

Roitana BUOY
Deputy Director-General
Fisheries Administration
Ministry of Agriculture, Forestry,
and Fisheries
Phnom Penh

CAMEROON/CAMEROUN/ CAMERÚN

Moungui MEDI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Représentation permanente
auprès de la FAO
Rome, Italie

Emma BELAL
Directeur des pêches, de l'aquaculture
et des industries halieutiques
Ministère de l'élevage, des pêches et
des industries animales
Yaoundé

CANADA/CANADÁ

Nadia BOUFFARD
Director General
External Relations
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

Maxwell Bernard KAPLAN
Policy Advisor
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

Lise KAY
Policy Analyst
Fisheries and Oceans Canada
Ottawa

Jennifer FELLOWS
Counsellor
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of Canada
Rome, Italy

Mi NGUYEN
Deputy Permanent Representative of
Canada to FAO
Embassy of Canada
Rome, Italy

Carl James ALLEN
President MFU-UPM
Vice President of the Canadian
Independent Fish Harvesters
Federation
New Brunswick

Robert KEENAN
Project Manager, Fish, Food,
and Allied Workers Union
Toronto

Paul LANSBERGEN
President
Fisheries Council of Canada
Ottawa

John Andrew COUTURE
Vice President for NS – CIFHF
Canadian Independent Fish
Harvesters Federation
New Brunswick

Susanna FULLER
Senior Program Manager
Oceans North
Ottawa

Alexandra MCGREGOR
Senior Policy Analyst
Assembly of First Nations
Ottawa

Tony LONG
Global Fishing Watch
London, United Kingdom

CHILE/CHILI

Juan Jose COVARRUBIAS
ZABALA
Jefe División de Desarrollo Pesquero
Subsecretaria de Pesca y Acuicultura
Valparaíso

Tamara VILLANUEVA
Primer Secretario
Representante Alterno ante la FAO
Embajada de la República de Chile
Roma, Italia

Alicia GALLARDO
Directora
Servicio Nacional de Pesca y
Acuicultura

Otto MRUGALSKI
Director de Intereses Marítimos
y Medio Ambiente
Armada De Chile
Santiago

Salvador VEGA
Dirección de Medio Ambiente
y Asuntos Oceánicos
Ministerio de Relaciones Exteriores
Santiago

Katherine BERNAL
Unidad Asuntos Internacionales
Subsecretaria de Pesca y Acuicultura
Santiago

Margarita VIGNEAUX
Asesora Asuntos Multilaterales
Embajada de la República de Chile
Roma, Italia

Héctor BACIGALUPO
Representante
Sociedad Nacional de Pesca

Patricia Rios TAPIA
Ministra Consejera
Encargada de Negocios a.i.
Representante Permanente ante
la FAO
Embajada de la República de Chile
Roma, Italia

Rodrigo WAGHORN
Segundo Secretario
Representante Alterno ante la FAO
Roma, Italia

CHINA/CHINE

Xinzhong LIU
Deputy Director General
Bureau of Fisheries and Fisheries
Law Enforcement
Ministry of Agriculture and Rural
Affairs
Beijing

Jinhe DONG
Deputy Director General
Yangtze River Fisheries
Administration
Ministry of Agriculture and Rural
Affairs
Beijing

Huihui SHEN
Professor
Shanghai Ocean University
Shanghai

Haiwen SUN
Division Director
Bureau of Fisheries and Fisheries
Law Enforcement
Ministry of Agriculture and Rural
Affairs
Beijing

Liyue TANG
Attaché
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Yubo XU
First Secretary
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Rujie ZHONG
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

COLOMBIA/COLOMBIE

Monica FONSECA
Ministro Consejero
Embajada de la República de
Colombia
Roma, Italia

Maria Camila SIERRA
Primer Secretario
Embajada de la República de
Colombia
Roma, Italia

CONGO

Marc MANKOUSSOU
Conseiller
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade de la République
du Congo
Rome, Italie

COOK ISLANDS/ÎLES COOK/ISLAS COOK

Miriam Lea MACDONALD
Assistant to the Delegation
Ministry of Marine Resources
Raratonga

George MATUTU GEORGE
Acting Secretary of Marine
Resources
Raratonga

Graham PATCHELL
High Seas Scientific Advisor
Ministry of Marine Resources
Raratonga

COSTA RICA

Marco Vinicio VARGAS PEREIRA
Embajador
Representante Permanente ante
la FAO
Representación Permanente ante
la FAO
Roma, Italia

Pablo INNECKEN ZUNIGA
Representante Permanente
Alterno ante la FAO
Representación Permanente de
Costa Rica ante la FAO
Roma, Italia

Ceciliano LUIS FERNANDO
Representante Permanente
Alterno ante la FAO
Representación Permanente ante la
FAO
Roma, Italia

CÔTE D'IVOIRE

Seydou CISSE
Ambassadeur
Représentant permanent auprès
de la FAO
Représentation permanente auprès de
la FAO, FIDA et PAM
Rome, Italie

Kouamé KANGA Représentant permanent adjoint auprès de la FAO Représentation permanente auprès de la FAO, FIDA et PAM Rome, Italie	DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA/ RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE/REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA	ECUADOR/ÉQUATEUR Don Edison Paul VALLEJO MADRID Segundo Secretario Representante Permanente Alterno ante la FAO Embajada de la República del Ecuador Roma, Italia
Wroly Danielle SEPE NEE SERY Représentante permanente suppléante auprès de la FAO Représentation permanente auprès de la FAO, FIDA et PAM Rome, Italie	Chon Gil KIM Member of delegation Song Chol RIM Counsellor Deputy Permanent Representative to FAO Embassy of the Democratic People's Republic of Korea Rome, Italy	Maria Gabriela SANTIAGO ZAMBRANO Luigi BENINCASA Director Ejecutivo Asociación de Atuneros Manta
Eloi Victor KAMBOU Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Représentation permanente auprès de la FAO, FIDA et PAM Rome, Italie	DENMARK/DANEMARK/ DINAMARCA Lars Bjarne Fammé POULSEN Special Consultant Ministry of Foreign Affairs Copenhagen Charlotte Raae TEODONIO Attaché Embassy of the Kingdom of Denmark to Italy Rome, Italy	Mónica MALDONADO SABANDO Camara de Industriales y Procesadores Atuneros Manta
CUBA Raidel BORROTO VEJERANO Director de Ciencia y Regulaciones Pesqueras Ministerio de la Industria Alimentaria La Habana Gloria ALMANDOZ SUAREZ Especialista de Relaciones Internacionales Ministerio de la Industria Alimentaria La Habana Rebeca CUTIE CANCINO Consejera Representante Adjunta ante la FAO Embajada de la República de Cuba Roma, Italia	DOMINICAN REPUBLIC/ RÉPUBLIQUE DOMINICAINE/ REPÚBLICA DOMINICANA Mario Arvelo CAAMANO Embajador ante la FAO Representación Permanente ante la FAO Roma, Italia Julia Antonia VICIOSO VARELAS Ministra Consejera Representante Alternante ante la FAO Roma, Italia Diana INFANTE QUINONES Consejera Representante Alternante ante la FAO Roma, Italia Liudmila KUZMICHEVA Consejera Representante Alternante ante la FAO Roma, Italia	EGYPT/ÉGYPTE/EGIPTO Ahmed SHALABY Deputy Permanent Representative to UN Agencies based in Rome Rome, Italy EL SALVADOR Carlos Alfredo ANGULO OLIVARES Elisa Maricela FLORES DIAZ Mario GHIOLDI Pasante Representación Permanente ante la FAO Roma, Italia Gustavo Antonio PORTILLO PORTILLO Director General Dirección general de desarrollo de la pesca y acuicultura La Libertad Maria Abelina TORRES DE MEILLIEZ Ministra Consejera Representante Permanente Adjunto ante la FAO Roma, Italia
CYPRUS/CHYPRE/CHIPRE George POULIDES Ambassador Permanent Representative to the UN Agencies Spyridon ELLINAS Alternate Permanent Representative to the UN Agencies Agricultural Attaché Rome CZECHIA/TCHÉQUIE/ CHEQUIA Daniela RUZKOVA Expert Ministry of Agriculture Prague		

**EQUATORIAL GUINEA/GUINÉE
ÉQUATORIALE/GUINEA
ECUATORIAL**

Cecilia Obono NDONG NCHAMA
Embajadora
Representante Permanente ante
la FAO
Embajada de la República de
Guinea Ecuatorial
Roma, Italia

Mateo Nsogo NGUERIE MICUE
Consejero
Representante Permanente Alterno
ante la FAO
Embajada de la República de
Guinea Ecuatorial
Roma, Italia

José Teófilo ESONO ASANGONO
Consejero
Representante Permanente Adjunto
ante la FAO
Embajada de la República de
Guinea Ecuatorial
Roma, Italia

ERITREA/ÉRYTHRÉE

Asmerom Kidane
TECLEGHIORGHIS
Counsellor
Alternate Permanent to FAO
Embassy of Eritrea
Rome, Italy

ESTONIA/ESTONIE

Siim TIIDEMANN
Deputy Secretary General for
Fisheries Policy and Foreign
Affairs
Ministry of Rural Affairs
Tallinn

Eduard KOITMAA
Chief Specialist of the Market
Regulation and Trade
Bureau of the Fisheries Economics
Department
Ministry of Rural Affairs
Tallinn

ETHIOPIA/ÉTHIOPIE/ETIOPÍA

Tarekegn Tsegie HAILE
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Federal Democratic
Republic of Ethiopia
Rome, Italy

Mitiku Tesso JEBESSA
Minister Plenipotentiary
Deputy Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Federal Democratic
Republic of Ethiopia
Rome, Italy

**EUROPEAN UNION (MEMBER
ORGANIZATION)/UNION
EUROPÉENNE
(ORGANISATION MEMBRE)/
UNIÓN EUROPEA
(ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Andreas PAPAConstantinou
Head of Unit
Ocean Governance, Law of the
Sea and Arctic Policy
DG MARE B.1
European Commission
Brussels, Belgium

Roberto CESARI
Head of Unit
IUU Matters
DG MARE B.4
European Commission
Brussels, Belgium

Stefaan DEYPERE
Chair of the Kobe Process on behalf
of the EU
Directorate General for Fisheries
Brussels, Belgium

Kristofer DU RIETZ
Adviser
International Affairs

Gonzalo HERRERA DOMINGUEZ
Policy Officer
Implementation of the IUU
Regulation
DG MARE B.4
European Commission
Brussels, Belgium

Alessandra LAMOTTE
Policy Assistant
International Relations
DG MARE B.1
European Commission
Brussels, Belgium

Olalla LOPEZ ALVAREZ
Policy Officer
Implementation of the IUU
Regulation
DG MARE B.4
European Commission
Brussels, Belgium

Angela MARTINI
International Relations Officer
Regional Fisheries Management
Organizations
DG MARE B.2
European Commission
Brussels, Belgium

Willem OLTHOF
First Counsellor
Delegation of the European Union to
the Holy See, Order of Malta, UN
Agencies in Rome and to the
Republic of San Marino
Rome, Italy

Ernesto PENAS LADO
Principal advisor
Fisheries policy
DG MARE
European Commission
Brussels, Belgium

Isabelle PERRET
Control Expert – IUU-related matters
DG MARE B.4
European Commission
Brussels, Belgium

Adelaida REY ANEIROs
Policy Officer
IUU Matters
DG MARE B.1
European Commission
Brussels, Belgium

Alexandre RODRÍGUEZ
Executive Secretary of EU Long
Distance Advisory Council
Madrid, Spain

Mathieu SERNA
Fisheries Inspector and Technical
Advisor
IUU-related matters
DG MARE B.4
European Commission
Brussels, Belgium

Jan TOMBINSKI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Delegation of the European Union
to the Holy See, Order of Malta, UN
Agencies in Rome and to the
Republic of San Marino
Rome, Italy

Veronika VEITS
Director
Fisheries Policy Mediterranean and
Black Sea
DG MARE D
European Commission
Brussels, Belgium

Maria Sofia VILLANUEVA
Policy Officer
DG MARE B.1
European Commission
Brussels, Belgium

Victoria ZICOS
Attachée
International Relations, Information
and Communication Operations
Delegation of the European Union to
the Holy See, Order of Malta, UN
Agencies in Rome and to the
Republic of San Marino
Rome, Italy

FIJI/FIDJI

Taniela Bainokonoko GAVIDI
Second Secretary
Embassy of the Republic of Fiji
Brussels, Belgium

Netani T. Vora TAVAGA
Tuna Project Coordinator
ABNJ
Fiji, Suva

FINLAND/FINLANDE/ FINLANDIA

Aulikki HULMI
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative
to FAO
Embassy of Finland
Rome, Italy

FRANCE/FRANCIA

Delphine BORIONE
Ambassadrice
Représentante permanente auprès
de la FAO
Représentation permanente auprès
de la FAO

Delphine BABIN-PELLIARD
Conseillère agricole et sécurité
alimentaire
Représentation permanente auprès
de la FAO
Rome, Italie

Philippe DE LAMBERT DES
GRANGES
Sous-Directeur ressources
halieutiques
Ministère de l'agriculture et de
l'alimentation
Paris

Pierre VELGE
Secrétariat général des affaires
européennes
Adjoint au Chef de secteur
FAO/Codex Alimentaire
Paris

GABON/GABÓN

Clémence LOUPDY MATIGA
Ministre de la pêche et de la mer
Ministère de la pêche et de la mer
Libreville
Phone: (+241) 761 381

Charles ESSONGHE
Ambassadeur
Représentant Permanent auprès
de la FAO
Ambassade de la République
Gabonaise
Rome, Italie

Félicité DJOUAH
Conseiller d'Ambassade
Représentation permanente auprès
de la FAO
Rome, Italie

Michelline SCHUMMER GNANDJI
Directeur Général des pêches et
de l'aquaculture
Libreville

GERMANY/ALLEMAGNE/ ALEMANIA

Hinrich THÖLKEN
Ambassador
Permanent Representation to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Bruno HOFFSTADT
Division 613
Fisheries Structure and Market
Policy, Marine Protection
Federal Ministry of Food and
Agriculture
Bonn

Reinhold HANEL
Director
Thünen Institute of Fisheries
Ecology
Hamburg

Melanie SEIBERT
Unit 614
Sea Fisheries Management and
Fisheries Control
IWC

Ellen FUNCH
Food Security Fisheries
Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development

Mark PREIN
Head of Project
Sustainable Fisheries and
Aquaculture
German International Cooperation
Eschborn

Heiner THOFERN
Minister
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Oliver MELLENTHIN
Counsellor
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Gülsah BAYAR
Intern
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

GHANA

Francis Kingley ATO-CODJOE
Deputy Minister
Ministry of Fisheries and Aquaculture
Development
Accra

Emmanuel MANTEY MENSAH
Commissioner
Fisheries Commission
Ministry of Fisheries and Aquaculture
Development
Accra

Michael ARTHUR-DADZIE
Director
Fisheries Commission
Ministry of Fisheries and Aquaculture
Development
Accra

GREECE/GRÈCE/GRECIA

Alexios Marios LYBEROPOULOS
Deputy Permanent Representative to
FAO
Embassy of Greece
Rome, Italy

GUATEMALA

Karla Gabriela SAMAYOA RECARI
Embajadora
Representante Permanente ante
la FAO
Embajada de la República de
Guatemala
Roma, Italia

Sylvia María Leticia WOHLERS DE
MEIE
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto
ante la FAO
Embajada de la República de
Guatemala
Roma, Italy

GUINEA/GUINÉE

Mohamed Chérif DIALLO
Ambassadeur
Représentant permanent auprès
de la FAO
Ambassade de la République
de Guinée
Rome, Italie

Mohamed Nassir CAMARA
Conseiller
Représentant permanent suppléant
auprès de la FAO
Ambassade de la République de
Guinée
Rome, Italie

Abdoulaye TRAORE
Conseiller économique
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade de la République
de Guinée
Rome, Italie

Sidi Mouctar DICKO
Vice-Président du Comité des
pêches

HAITI/HAÏTI/HAÏTÍ

Emmanuel CHARLES
Ministre Conseiller
Chargé d'affaires a.i.
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade de la République
d'Haïti
Rome, Italie

Viktoriiia GALAKTIONOVA
Stagiaire
Représentation permanente de
auprès de la FAO
Rome, Italie

Morgane GAPAILLARD

Jean Turgot Abel SENATUS
Conseiller
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade de la République
d'Haïti
Rome, Italie

Yves THEODORE
Conseiller
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade de la République
d'Haïti
Rome, Italie

**HUNGARY/HONGRIE/
HUNGRÍA**

Péter LENGYEL
Deputy Head of Department
Department of Angling and
Fisheries Management
Ministry of Agriculture
Budapest

Zoltan KALMAN
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative to FAO
Rome, Italy
Phone: (+39) 06 4423 1952

Daniel KOMLOS
Junior Environmental Protection
Advisor
Ministry of Agriculture
Budapest

Viktoria SCHUSTER
Food Security Specialist
Department of EU and FAO
Affairs
Ministry of Agriculture
Budapest

ICELAND/ISLANDE/ISLANDIA

Stefan ASMUNDSSON
Director General
Department of International Affairs
Ministry of Industries and Innovation
Reykjavik

Jón Erlingur JÓNASSON
Director
Natural Resources and Environmental
Affairs
Ministry for Foreign Affairs
Reykjavik

Brynhildur BENEDIKTSÐOTTIR
Senior Expert
Department of Fisheries and
Aquaculture
Ministry of Industries and
Innovation
Reykjavik

Stefán Jón HAFSTEIN
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative to FAO,
WFP and IFAD
Rome, Italy

INDIA/INDE

Tarun SHRIDHAR
Department of Animal Husbandry,
Dairing and Fisheries
Ministry of Agriculture and Farmers
Welfare
New Delhi

B. PRADHAN
Department of Animal Husbandry,
Dairing and Fisheries
Ministry of Agriculture and Farmers
Welfare
New Delhi

Sanjeev KUMAR
Permanent Representative
Embassy of India
Rome, Italy

Vishwanatha T.S
National Fisheries Development
Board
Hyderabad

INDONESIA/INDONÉSIE

Esti ANDAYANI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Embassy of the Republic of Indonesia
Rome, Italy

Suseno SUKOYONO
Senior Adviser to the Minister on
Civil Society and Inter-Institutional
Relationship
Ministry of Marine Affairs and
Fisheries
Jakarta

Basilio Dias ARAUJO
Assistant Deputy for Maritime
Security and Resilience,
Coordinating Ministry for Maritime
Affairs
Jakarta

Endroyono ENDROYONO
Analyst at Directorate of Fishing
Vessels and Fishing Gears

J.S. George LANTU
Deputy Chief of Mission
Minister
Embassy of Indonesia
Rome, Italy

Fadilla OKTAVIANI
Assistant to the Special Staff on Law,
Policy, Task Force on Illegal Fishing
Ministry of Marine Affairs and
Fisheries
Jakarta

Fayakun SATRIA
Head of Marine Fisheries Research
Institute
Ministry of Marine Affairs and
Fisheries
Jakarta

Gustaf Daud SIRAIT
First Secretary
Embassy of Indonesia
Rome, Italy

Yusral TAHIR
Agriculture Attaché
Embassy of Indonesia
Rome, Italy

Royhan Nevy WAHAB
First Secretary
Embassy of Indonesia
Rome, Italy

Raden Sjarief WIDJAJA
Head of Agency for Marine
and Fisheries Research

Desri YANTI
Assistant Deputy Director for the UN
and International Cooperation
Ministry of Marine Affairs and
Fisheries
Jakarta

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)/IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)

Hassan SALEHI
Deputy Minister and Head of
Iranian Fisheries Organization
(SHILAT)
Ministry of Agriculture
Teheran

Mohammad Hossein EMADI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Shapour KAKOOLAKI
Deputy Fishing and Fishing Ports of
Iran
SHILAT
Ministry of Agriculture
Teheran

Davood ABDOLLAHI
Deputy Director General International
Affairs
SHILAT
Ministry of Agriculture
Teheran

Shahin GHORASHIZADEH
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

ITALY/ITALIE/ITALIA

Riccardo RIGILLO
Director General for Maritime
Fisheries and Aquaculture
Ministry of Agricultural, Food and
Forestry Policies
Rome

Flavio ANTONELLI
Intern
Permanent Representation to FAO
Rome

Davide BRADANINI
First Secretary
Permanent Representation to FAO
Rome

Giulio CARDINI
Ministry of Agricultural, Food
and Forestry Policies
Rome

Cristiana CARLETTI
University Roma Tre
Rome

Roberto CHERUBINI
Ministry of Agricultural, Food
and Forestry Policies
Rome

Mauro COLAROSSO
Alternate
Directorate General for Maritime
Fisheries and Aquaculture
Ministry of Agricultural, Food
and Forestry Policies
Rome

Ilaria FERRARO
 Technical Assistant
 Directorate General for Maritime
 Fisheries and Aquaculture
 Ministry of Agricultural, Food
 and Forestry Policies
 Rome

Vittorio GIOVANNONE
 Directorate General for Maritime
 Fisheries and Aquaculture
 Ministry of Agricultural, Food
 and Forestry Policies
 Rome

Elisabetta LANZELLOTTO
 Ministry of Agricultural, Food
 and Forestry Policies
 Rome

Massimo RAMPACCI
 Ministry of Agricultural, Food
 and Forestry Policies
 Rome

Graziella ROMITO
 Ministry of Agriculture, Food and
 Forestry
 Rome

Massimo RUGGIERO
 Directorate General for Maritime
 Fisheries and Aquaculture
 Ministry of Agricultural, Food
 and Forestry Policies
 Rome

Pierfrancesco SACCO
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Permanent Representation to FAO
 Rome

JAPAN/JAPON/JAPÓN

Hideki MORONUKI
 Senior Fisheries Negotiator
 International Affairs Division
 Fisheries Agency
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Tomohiro AOKI
 Technical Official
 International Affairs Division
 Fisheries Agency
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Hiroe ISHIHARA
 Assistant Professor
 Graduate School of Agricultural and
 Life Sciences
 University of Tokyo
 Tokyo

Kaoru ISHII
 Project Researcher
 Graduate School of Agricultural and
 Life Sciences
 University of Tokyo
 Tokyo

Toshikazu MIYAMOTO
 Director
 Global Guardian Trust
 Tokyo

Naohito OKAZOE
 Assistant Director
 International Affairs Division
 Fisheries Agency
 Ministry of Agriculture, Forestry and
 Fisheries
 Tokyo

Kasumi SUTO
 Vice-Chief of the Secretariat
 Marine Eco-Label Japan Council
 Tokyo

Minoru TAMURA
 Technical Manager
 Marine Eco-Label Japan Council
 Tokyo

Takaaki UMEDA
 Alternate Permanent Representative
 to FAO
 First Secretary
 Embassy of Japan in Italy
 Rome, Italy

Akiko YANAI
 Senior Research Fellow
 Institute of Developing Economies
 JETRO
 Chiba

JORDAN/JORDANIE/JORDANIA

Salah AL TARAWNEH
 Deputy Permanent Representative to
 Rome based UN Agencies
 Rome, Italy

KENYA

Harriet M. NDUMA
 Chargé d'Affaires a.i.
 Permanent Representation to FAO
 Rome, Italy

Susan W. IMENDE
 Director General
 Kenya Fisheries Service
 Ministry of Agriculture and
 Irrigation
 Nairobi

June Rollex CHEPCHIRCHIR
 RUTO
 Alternate Permanent Representative
 to FAO
 Rome, Italy

Teresa TUMWET
 Alternate Permanent Representative
 to FAO
 Rome, Italy

Beatrice NYANDAT
 Deputy Director of Fisheries
 Kenya Fisheries Service
 Ministry of Agriculture and
 Irrigation
 Nairobi

Lucy OBUNGU
 Director of Fisheries
 Kenya Fisheries Service
 Ministry of Agriculture and Irrigation
 Nairobi

Susan W. UNGADI
 Director General
 Kenya Fisheries Service
 Ministry of Agriculture and
 Irrigation
 Nairobi

KUWAIT/KOWEÏT

Yousef JUHAIL
 Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Permanent Representation to FAO
 Rome, Italy

Salah AL BAZZAZ
 Technical Advisor
 Permanent Representation to FAO
 Rome, Italy

Manar AL SABAH

Attaché

Alternate Permanent Representative
to FAO

Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

LIBERIA/LIBÉRIA

Emma Metieh GLASSCO

Director-General

National Fisheries and Aquaculture
Authority
Monrovia

Solomon Nybaayou DARYOUE

Director of Marine Fisheries and
Environment

National Fisheries and Aquaculture
Authority
Monrovia

A Haruna Rashid KROMAH

Second Secretary

Chargé d'Affaires a.i.

Deputy Permanent Representative
to FAO

Embassy of the Republic of Liberia
Rome, Italy

Olivia TABI

Intern

Embassy of the Republic of Liberia
Rome, Italy

Richmond Devine YOWO

Administrative Assistant to the

Director General Environment

National Fisheries and Aquaculture
Authority

Monrovia

LITHUANIA/LITUANIE/

LITUANIA

Ana SEDENKO

Ministry of Agriculture

Fisheries Department Lithuania

Loreta MALCIENÈ

Agricultural Attaché

Alternate Permanent Representative
to FAO

Embassy of the Republic of Lithuania
Rome, Italy

MADAGASCAR

Suzelin R. RAKOTOARISOLO

Conseiller

Chargé d'affaires a.i.

Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO

Ambassade de la République
de Madagascar
Rome

**MALAYSIA/MALAISIE/
MALASIA**

Dato' Munir BIN HJ. MOHD NAWI

Director General of Fisheries

Department of Fisheries

Ministry of Agriculture and

Agro-based Industry

Putrajaya

Abdul R. ABDUL WAHAB

Muhammad Suhail MUHAMMAD

Alternate Permanent Representative

to FAO

Embassy of Malaysia

Rome, Italy

MALI/MALÍ

Rokia KANE MAGUIRAGA

Ministre de l'élevage et de la pêche

Ministère l'élevage et de la pêche

Bamako

Bruno MAIGA

Ambassadeur

Représentant permanent auprès

de la FAO

Ambassade de la République du Mali

Rome, Italie

Madi Maténé KEITA

Directeur national de la pêche

du Mali

Halimatou KONE TRAORE

Deuxième Conseiller

Ambassade de la République du Mali

Rome, Italie

Mamadou SOGODOGO

Premier Conseiller

Ambassade de la République du Mali

Rome, Italie

MALTA/MALTE

Randall CARUANA

Director

Department of Fisheries and

Aquaculture

Marsa

Ivan VASSALLO

First Secretary

Alternate Permanent Representative
to FAO

Embassy of the Republic of Malta

Rome

MAURITANIA/MAURITANIE

Mohamed OULD BARHAM

Directeur de coopération

Ministère des pêches et de l'économie
maritime

Nouakchott

Hamed SIDI MOHAMED

Ambassadeur

Représentant permanent auprès

de la FAO

Rome, Italie

Mohamed Teyib DIYE

Deuxième Conseiller

Représentant permanent adjoint

auprès de la FAO

Rome, Italie

MEXICO/MEXIQUE/MÉXICO

Mario AGUILAR SANCHEZ

Titular de la Comisión Nacional de

Acuicultura y Pesca

Comisionado Nacional de

Acuicultura y Pesca

Secretaria de Agricultura, Ganadería,

Desarrollo Rural, Pesca y

Alimentación

Mexico City

Martha Elena BÁRCENA COQUI

Embajadora

Representante Permanente ante

la FAO

Misión Permanente ante las Agencias

de la Organización de las Naciones

Unidas con sede en Roma

Roma, Italia

Benito Santiago JIMÉNEZ SAUMA
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno
ante la FAO
Misión Permanente de México ante
las Agencias de la Organización de
las Naciones Unidas
Roma, Italia

Maria de los Ángeles GÓMEZ
AGUILAR
Segunda Secretaria
Representante Permanente Alternata
ante la FAO
Misión Permanente ante las Agencias
de la Organización de las Naciones
Unidas
Roma, Italia

Gunnar MEBIUS
Misión Permanente ante las Agencias
de la Organización de las Naciones
Unidas
Roma, Italia

Rosalba Veronica ESQUIVEL
MEDINA
CONAPESCA
Mexico

MOROCCO/MAROC/ MARRUECOS

Hassan ABOUYOUB
Ambassadeur
Représentant permanent auprès
de la FAO
Ambassade du Royaume du Maroc
Rome, Italie

Mustafa AMZOUGH
Chef de Département
Agence nationale du développement
de l'aquaculture

Zakaria EL KADDOURI
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade du Royaume du Maroc
Rome, Italie

Nadir Chafai ELALAOUI
Chef de la Division de coordination
et de suivi de la lutte contre la pêche
INN

Fatima Zahra HASSOUNI
Chef de Division de la durabilité et de
l'aménagement des ressources
halieutiques

Mohammed MALOULI IDRISSE
Chef du Centre régional de l'INRH
Tanger

Abdellah MOUSTATIR
Chef de Division des structures de
la pêche

Ikram NAJIB
Ministre Plénipotentiaire
Représentante permanente adjointe
auprès de la FAO
Ambassade du Royaume du Maroc
Rome

MOZAMBIQUE

Inácio Tomás MUZIME
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of
Mozambique
Rome, Italy

NAMIBIA/NAMIBIE

Graca BAULETH D'ALMEIDA
Director Resource Management
Ministry of Fisheries and Marine
Resources
Windhoek

Moses MAURINGHIRE
Permanent Secretary
Ministry of Fisheries and Marine
Resources
Windhoek

Mc Nab ZASKIA
First Secretary
Embassy and Permanent Mission
Geneva, Switzerland

NETHERLANDS/PAYS-BAS/ PAÍSES BAJOS

Hans HOOGEVEEN
Ambassador and Permanent
Representative to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Dirkjan VAN DER STELT
Senior Policy Advisor
Fisheries Unit
Directorate-General for Agro-Animal
Supply Chain and Animal Welfare
Department
The Hague

Sarah ZERNITZ
Intern
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

NEW ZEALAND/ NOUVELLE- ZÉLANDE/NUEVA ZELANDIA

Anna FALLOON
Acting Manager
International Fisheries Management
Ministry for Primary Industries
Wellington

Donald Geoffrey SYME
Counsellor
Embassy of New Zealand
Rome, Italy

Alastair MACFARLANE
Senior International Advisor
International Fisheries Management
Ministry for Primary Industries
Wellington

NICARAGUA

Mónica ROBELO RAFFONE
Embajadora ante la FAO
Embajada de la República de
Nicaragua
Roma, Italia

Junior Andrés ESCOBAR FONSECA
Agregado
Embajadora ante la FAO
Embajada de la República de
Nicaragua
Roma, Italia

NIGERIA/NIGÉRIA

Yaya Adisa Olaitan OLANIRAN
Minister
Permanent Representative to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome

NORWAY/NORVÈGE/ NORUEGA

Ann Kristin WESTBERG
Deputy Director General
Ministry of Trade, Industry and
Fisheries
Oslo

Gunnstein BAKKE

Gunnvor BERGE
Senior Adviser
Norwegian Ministry of Foreign
Affairs
Oslo

Kristoffer Krohg BJORKLUND

Ingvild HAUGEN

Astrid HOLTAN

Mariann KJELLEVVOLD

Terje LOBACH
Specialist Director
Directorate of Fisheries
Bergen

Thord MONSEN
Head of Section for Control
Directorate of Fisheries
Bergen

Inge NORDANG
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Royal Norwegian Embassy
Rome, Italy

Silje REM
Senior Adviser
Ministry of Trade, Industry and
Fisheries
Oslo

Yngve TORGERSEN
Deputy Director General
Ministry of Trade, Industry and
Fisheries
Oslo

OMAN/OMÁN

Hamed AL OUFI
Undersecretary of Fisheries Sector
Ministry of Agriculture and Fisheries
Muscat

Fadia ALJAMAL
Coordinator to the UN Agencies in
Rome
Embassy of the Sultanate of Oman
Rome, Italy

AbdulAziz AL MARZOQI
General Director of Fisheries
Development
Ministry of Agriculture and Fisheries
Department of International
Cooperation
Muscat

Abdullah AL NAHDI
Director of Marine Science and
Fisheries Center
Ministry of Agriculture and Fisheries
Department of International
Cooperation
Muscat

Nasra AL-HASHMI
First Secretary
Embassy of the Sultanate of Oman
Rome, Italy

PAKISTAN/PAKISTÁN

Anser Mahmood CHATTA
Chief Executive Officer
Fisheries Development Board
Ministry of National Food Security
and Research
Islamabad

PALAU/PALAOS

Percy RECHELLUUL
Bureau of Marine Resources

PANAMA/PANAMÁ

Zuleika PINZÓN
Administradora General Autoridad de
los Recursos Acuáticos de Panamá

Gina VERGARA
Abogada
Dirección General de Marina
Mercante
Autoridad Marítima de Panamá
Panamá City

PARAGUAY

Mirko SOTO SAPRIZA
Ministro
Encargado de Negocios a.i.
Representante Permanente Alterno
ante la FAO
Embajada de la República del
Paraguay
Roma, Italia

PERU/PÉROU/PERÚ

Javier Fernando Miguel ATKINS
LERGGIOS
Viceministro de Pesca y Acuicultura
Ministerio de la Producción del Perú

María Carolina CARRANZA
NÚÑEZ
Consejera
Representante Permanente Alterna
ante la FAO
Embajada de la República del Perú
Roma, Italia

Diana CALDERÓN VALLE
Tercera Secretaria
Representante Permanente Alterna
ante la FAO
Embajada de la República del Perú
Roma, Italia

Pablo Antonio CISNEROS
ANDRADE
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto
ante la FAO
Embajada de la República del Perú
Roma, Italia

Luis Carlos IBÉRICO NÚÑEZ
Embajador
Representante Permanente ante la
FAO
Embajada de la República del Perú
Roma, Italia

José Humberto ROMERO GLENNY
Director General de Supervisión,
Fiscalización y Sanción del
Viceministerio de Pesca y
Acuicultura Ministerio de la
Producción del Perú

PHILIPPINES/FILIPINAS

Domingo NOLASCO
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Embassy of the Republic of the
Philippines
Rome, Italy

Drusila Esther BAYATE
Director III
Department of Agriculture
Bureau of Fisheries and Aquatic
Resources
Quezon City

Lupiño Jr. LAZARO
Deputy Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of the
Philippines
Rome, Italy

Theodore Andrei BAUZON
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of the
Philippines
Rome, Italy

Jose Inza-Cruz LAQUIAN
Agriculture Attaché
Embassy of the Republic of the
Philippines to Belgium
Brussels, Belgium

Demosthenes ESCOTO
Attorney IV
Bureau of Fisheries and Aquatic
Resources
Department of Agriculture
Quezon City

Gladly Mae TALAN
Attorney III
Department of Agriculture
Bureau of Fisheries and Aquatic
Resources
Quezon City

Marion REYES
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of the
Philippines
Rome, Italy

Maria Luisa GAVINO
Assistant
Office of the Agriculture Attaché
Embassy of the Republic of
the Philippines
Rome, Italy

PORTUGAL

Luís Alberto Ramos DA SILVA
CAIANO
Counsellor
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Portuguese Republic
Rome, Italy

QATAR

Abdulaziz Bin Ahmed AL MALKI
AL-JEHANI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Embassy of the State of Qatar
Rome, Italy

Akeel HATOOR
Expert of UN Agencies
Permanent Representation to FAO
Embassy of the State of Qatar
Rome, Italy

REPUBLIC OF KOREA/ RÉPUBLIQUE DE CORÉE/ REPÚBLICA DE COREA

Dong Yeob YANG
Director General for Overseas
Fisheries and International
Policy Bureau
Ministry of Oceans and Fisheries

Keun Hyung HONG
Deputy Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries

Geoyoung KANG
Team Leader
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries

JungRe KIM
Assistant Director
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries

Haena LEE
Policy advisor
International Cooperation Division
Ministry of Oceans and Fisheries

SangGo LEE
Professor
Pukyong National University

Jeong Hyeun LIM
Director
Fisheries Resources Division
Busan metropolitan city hall

SeongGyu LIM
Deputy Director
International Cooperation Division

HaeKyong PARK
Assistant Director
Fisheries Resources Division
Busan metropolitan city hall

ROMANIA/ROUMANIE/ RUMANIA

Vlad MUSTACIOSU
Counsellor
Alternate Permanent to FAO
Embassy of Romania
Rome, Italy

RUSSIAN FEDERATION/ FÉDÉRATION DE RUSSIE/ FEDERACIÓN DE RUSIA

Victor VASILIEV
Permanent Representative to FAO
and WFP
Permanent Mission to FAO and other
UN Agencies in Rome
Rome, Italy

Kamil BEKYASHEV
Adviser
All-Russian Federal Research
Institute for fisheries and
oceanography
Moscow

Alexander OKHANOV
Counsellor
Permanent Mission to FAO and
other UN Agencies
Rome, Italy

SAUDI ARABIA/ARABIE SAOUDITE/ARABIA SAUDITA

Mohammed Ahmed ALGHAMDI
Minister Plenipotentiary Permanent
Representative to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Salah ALKHODER
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Mansour AL ADI
Alternate Permanent Representative
to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

MARIA CAPPIELLO-MAGAR
Administrative Officer

SENEGAL/SÉNÉGAL

Diene NDIAYE
Directeur des industries de
transformation de la pêche
Ministère de la pêche et de
l'économie maritime
Dakar

Baye Mayoro DIOP
Premier Secrétaire
Représentant permanent adjoint
auprès de la FAO
Ambassade de la République
du Sénégal
Rome, Italie

**SINGAPORE/SINGAPOUR/
SINGAPUR**

Huan Sein LIM
Director
Aquaculture Technology Department
Agri-Food and Veterinary Authority
of Singapore

Yeong Hun Adrian LIM
Director
Fisheries and Port Management
Department
Agri-Food and Veterinary Authority
of Singapore

**SLOVAKIA/SLOVAQUIE/
ESLOVAQUIA**

Stefan RYBA
Director General
Section of Agriculture
Ministry of Agriculture and
Rural Development
Bratislava

Jan SUKOVSKY
Animal Production Department
Ministry of Agriculture and
Rural Development
Bratislava

Zora WEBEROVA
Permanent Representative to
FAO and WFP
Embassy of the Slovak Republic
Rome

SOMALIA/SOMALIE

Abdirahman ABDI HASHI
Minister of Fisheries and Marine
Resources
Ministry of Fisheries and Marine
Resources
Federal Government of Somali
Republic
Mogadishu

Ibrahim Hagi ABDULKADER
Ambassador to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

Ahmed MATHOBE

John PURVIS
Technical Advisor to the Minister
Fisheries Officer
FAO Somalia

**SOUTH AFRICA/AFRIQUE DU
SUD/SUDÁFRICA**

Belemane SEMOLI
Acting Deputy Director-General
National Department of Agriculture,
Forestry and Fisheries
Cape Town

Anna-Marie MOULTON
Counsellor Multilateral Affairs
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of South
Africa
Rome, Italy

Thembaletu VICO
Chief Director (Acting)
Monitoring Control and Surveillance
Department of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Cape Town

Mandisile MQOQI
Deputy Director
Demersal Fisheries Management
Department of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Fisheries Branch
Cape Town

SPAIN/ESPAGNE/ESPAÑA

Antonio FLORES LORENZO
Representante Permanente Alterno
ante la FAO
Embajada de España
Roma, Italia

Ignacio GANDARIAS SERRANO
Director General de Ordenación
Pesquera y Acuicultura
Secretaría General de Pesca
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Carlos BOTANA LAGARÓN
Jefe del Departamento de
Sostenibilidad
Autoridad Portuaria de Vigo
Vigo

Francisco de Borja CARMONA
CASTAÑO
Jefe de Área
Subdirección General de Acuicultura
y Comercialización Pesquera
Secretaría General de Pesca
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Aurora DE BLAS CARBONERO
Directora Delegación Madrid
Conxemar
Madrid, Spain

Isabel GONZÁLEZ NIETO
Asistente Técnica
Representación Permanente ante la
FAO
Embajada de España
Roma, Italia

Enrique LÓPEZ VEIGA
Presidente
Autoridad Portuaria de Vigo
Vigo

Natalia MORENO LAGUNA
Subdirectora Adjunta
Subdirección General de
Competitividad y Asuntos
Sociales
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Silvia R. MARTÍNEZ DE PAZOS
Consejera Técnica
Secretaría General de Protección de
los Recursos Pesqueros
Madrid

Carmen RODRIGUEZ MUÑOZ
Subdirección General de Acuicultura
y Comercialización Pesquera
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Manuel SUAREZ LEMUS
Conxemar
Director de comunicación

José Lorenzo SENTÍS
Asistente técnico – Inspector pesca
Subdirección de control e inspección
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

SRI LANKA

Daya Srikantha John PELPOLA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Permanent Representation
Rome, Italy

Niyangama Monty RANATUNGE
Director General
Ministry of Fisheries and Aquatic
Resources Development and Rural
Economy
Colombo

Somasena MAHADIULWEWA
Minister
Deputy Permanent Representative to
FAO
Permanent Representation
Rome, Italy

SUDAN/SOUDAN/SUDÁN

Saadia ELMUBARAK AHMED
DAAK
Agricultural Counsellor
Embassy of the Republic of the Sudan
Rome

Muawia Abdalla Ahmed
ELSHAREEF
Military Counsellor
Embassy of the Republic of the
Sudan
Rome, Italy

Ibtisam Eltoum Osman IDREES
Embassy of the Republic of the
Sudan
Rome, Italy

SWEDEN/SUÈDE/SUECIA

Björn ÅSGÅRD
Deputy Director
Ministry of Enterprise and Innovation
Stockholm

Fredrik ALFER
Deputy Permanent Representative
to FAO
Embassy of Sweden
Rome, Italy

Ylva MATTSON
Senior Analyst
Swedish Agency for Marine and
Water Management
Göteborg

Gunilla GREIG
Senior Analyst
Swedish Agency for Marine and
Water Management
Göteborg

Annelie ROSELL
Fishery Policy Analyst
Swedish Board of Agriculture
Jönköping

David LYMER
Senior Program Specialist
Swedish International Development
Cooperation Agency
Stockholm

Clara AXBLAD
Programme and Policy Officer
Embassy of Sweden
Rome, Italy

Henrik ÖSTERBLOM
Deputy Science Director
Stockholm Residence Centre

SWITZERLAND/SUISSE/SUIZA

Mirjam WALKER
Responsable du secteur contrôles
Office fédéral de la sécurité
alimentaire et des affaires
vétérinaires
Berne

François PYTHOUD
Ambassadeur
Représentant permanent auprès
de la FAO, FIDA et PAM
Rome, Italie

Kathrin BACHER
Secteur contrôle
Affaires Internationales
Office fédéral de la sécurité
alimentaire et des affaires
vétérinaires
Berne

Terry Louise JONES
Représentation permanente auprès de
la FAO, FIDA et PAM
Rome

**THAILAND/THAÏLANDE/
TAILANDIA**

Adisorn PROMTHEP
Director General
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and
Cooperation
Bangkok

Chuanpid CHANTARAWARATHIT
Expert on International Fisheries
Affairs
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and
Cooperation
Bangkok

Cherngchai CHOMCHERNGPAT
Director-General
Office of Maritime Security Affairs,
CCCIF
Ministry of Agriculture and
Cooperation
Bangkok

Bunchong
CHUMNONGSITTATHUM
Deputy Director General
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Adhinand INDRAPIM
Counsellor
Royal Thai Embassy
Brussels, Belgium

Tanya LAOHATHAI
Advisor of Prime Minister

Thamrongluk LAPINEE
Director
Administrative Law Division

Jirabhorn LERTMONGKONNAM
Lawyer
Senior Professional Level
Marine Department

Narayu PITTAYAPREECHANON
Marine Department

Sahapon PRASIRTTEERAPONG
CCCIF

Pimook PRAYOONPROHM
Director of Ship Standard Bureau
Marine Department

Prayoot PUTIAN

Theerawat SAMPHAWAMANA
Fisheries Biologist
Professional Level
Fisheries Foreign Affairs Division
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Ratchanok SANGPENCHAN
Alternate Permanent Representative
to FAO
Rome

Narinsak SATTAPRASIT
Chief
Engineering and Innovation Division
Marine Department

Rachatachoke SAUYKLANG
Deputy Superintendent of General
Staff
Sub-Division
Office of Legal Affairs and Litigation
Royal Thai Police

Onnicha SAWANGFA
Economist
Professional level
Financial Inclusion Development and
Policy Bureau
Fiscal Policy Office

Maitree SKULSILLAPAKIT
Sub-Inspector (Inquiry)
Dusit Metro Police Station
Royal Thai Police

Malinee SMITHRITHEE
Director of Fisheries
Foreign Affairs Division
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Thanaporn SRIYAKUL
Advisor of Deputy Prime Minister

Yordchatr TASARIKA
Director of Special Affairs Section
Office of Council of State

Thanawat TIENSIN
Permanent Representative to FAO
Rome

Jirapa TROCHIM
Deputy Permanent Representative to
FAO
Rome

Jaruvat VAISAYA
Commissioner
Official of Legal Affairs and
Litigation
Royal Thai Police

Federica VESCHI

Chirute VISALACHITRA
Director-General
Marine Department

UGANDA/OUGANDA

Ethel KAMBA
Undersecretary Finance and
Administration
Ministry of Agriculture, Animal
Industry and Fisheries
Entebbe

Edward RUKUUNYA
Director Fisheries Directorate
Ministry of Agriculture, Animal
Industry and Fisheries
Entebbe

Robert SABIITI
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of Uganda
Rome

UNITED KINGDOM/ROYAUME- UNI/REINO UNIDO

Jamie RENDELL
Head of International Fisheries
and Marine Species Protection Team
Department for Environment, Food
and Rural Affairs
London

Harry SAMPSON
Policy Officer
International Fisheries Policy
Department for Environment, Food
and Rural Affairs
London

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA/RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE/REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA

Yohana BUDEBA
Permanent Secretary of Fisheries
Ministry of Livestock and Fisheries
Dar Es Salaam

Magese E. BULAYI
Director of Fisheries
Ministry of Livestock and Fisheries
Dar Es Salaam

Ritha MALY

Islam S. SALUM
Deputy Principal Secretary Fisheries
Ministry of Livestock and Fisheries
Zanzibar

UNITED STATES OF AMERICA/ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE/ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Deirdre WARNER-KRAMER
Senior Foreign Affairs Officer
Acting Deputy Director
Office of Marine Conservation
Bureau of Oceans and International
Environmental and Scientific Affairs
U.S. Department of State
Washington, DC

John HENDERSCHIEDT
Director
Office of International Affairs
and Seafood Inspection
National Marine Fisheries Service
U.S. Department of Commerce
Silver Spring, MD

Todd DUBOIS
Assistant Director
Office of Law Enforcement
National Oceanic and Atmospheric
Administration (NOAA)
U.S. Department of Commerce
Silver Spring, MD

Brandon FISHER
Liaison to Department of State
and NOAA
United States Coast Guard
Washington, DC

William GIBBONS-FLY
Acting Deputy Assistant
Secretary for Oceans and Fisheries
Bureau of Oceans and International
Environmental and Scientific Affairs
U.S. Department of State
Washington, DC

Sandrine GOFFARD
Political-Economic Officer
U.S. Mission to the UN Agencies
in Rome
Rome, Italy

Cheri MCCARTY
Foreign Affairs Specialist
Office of International Affairs and
Seafood Inspection
U.S. Department of Commerce
Silver Spring, MD

Greg SCHNEIDER
Senior International Trade Specialist
National Marine Fisheries Service
U.S. Department of Commerce
Silver Spring, MD

Rebecca WINTERING
Foreign Affairs Officer
Office of Marine Conservation
Bureau of Oceans and International
Environmental and Scientific Affairs
U.S. Department of State
Washington, DC

William TWEIT
Special Assistant
Washington Department of Fish and
Wildlife
Natural Resources Building
Olympia, WA

Gerry LEAPE
Senior Officer
International Government Relations
Pew Environment Group
Washington, DC

Maya NANDAKUMAR
Political-Economic Intern
U.S. Mission to the UN Agencies in
Rome
Rome, Italy

URUGUAY

Andrés DOMINGO
Director
Dirección Nacional Recursos
Acuáticos
Ministerio de Ganadería, Agricultura
y Pesca
Montevideo

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)/VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)/ VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM
Embajador ante la FAO
Representación Permanente
ante la FAO
Roma, Italia

Porfirio PESTANA DE BARROS
Ministro Consejero
Representación Permanente
ante la FAO
Roma, Italia

Luis Geronimo REYES VERDE
Primer Secretario
Representación Permanente
ante la FAO
Roma, Italia

Marycel PACHECO GUTIERREZ
Primera Secretaria
Representación Permanente
ante la FAO
Roma, Italia

VIET NAM

Ngoc Oai NGUYEN
Director General of Directorate
of Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Hanoi

Thi Trang Nhung NGUYEN
Deputy Director
Department of Science, Technology
and International Cooperation
Directorate of Fisheries
Hanoi

YEMEN/YÉMEN

Ahmed Mohamed Ali SHAMMER
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of Yemen
Rome, Italy

Abdullah Na'Ami Qutran AL-
NA'AMI
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of Yemen
Rome, Italy

ZAMBIA/ZAMBIE

Joseph KATEMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Embassy of the Republic of Zambia
Rome, Italy

Kayoya MASUHWA
First Secretary Agriculture
Embassy of the Republic of Zambia
Rome, Italy

ZIMBABWE

Godfrey MAGWENZI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Embassy of the Republic of
Zimbabwe
Rome, Italy

Irene BOSHA
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of
Zimbabwe
Rome, Italy

Placida Shuvai CHIVANDIRE
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of
Zimbabwe
Rome, Italy

Caroline MATIPIRA
Deputy Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of
Zimbabwe
Rome, Italy

ASSOCIATE MEMBER/ MEMBRE ASSOCIÉ/MIEMBRO ASOCIADO

FAROE ISLANDS/ÎLES FÉROÉ (LES)/ISLAS FEROE

Høgni HOYDAL
Minister of Fisheries
Ministry of Fisheries
Torshavn

Cathryn SANDERSON
Head of Mission
Mission of the Faroes to the EU
Brussels, Belgium

Jens Helgi TOFTUM
Adviser
Ministry of Fisheries
Torshavn

Ásmundur GUDJÓNSSON
Director
Nordic Atlantic Cooperation (NORA)
Torshavn

Jákup SORENSEN
Adviser
NORA
Torshavn

Morten STEMRE
Adviser
NORA
Torshavn

OBSERVERS FROM FAO
MEMBER NATIONS/
OBSERVATEURS D'ÉTATS
MEMBRES DE LA FAO/
OBSERVADORES DE LOS
ESTADOS MIEMBROS DE LA
FAO

BELIZE/BELICE

Mauro Eduardo GONGORA
Fisheries Officer
Belize Fisheries Department
Belmopan

BULGARIA/BULGARIE

Petio PETEV
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

**COMOROS/COMORES/
COMORAS**

Himidi ABDOU
Representative of the Fisheries
Syndicate

Soilihi HOUDOIR
Assistant Coordinator of SWIOFish1
Project

Mahamoudou ISMAIL
Representative of the Fishermen
of Comoros

Abidina MAHAMOUDOU
Lawyer
Directorate General of Aquatic
Resources
Moroni

**GUINEA-BISSAU/GUINÉE-
BISSAU**

Maria Adiatu DJALO NANDINGNA
Ministre des pêches
Ministère des pêches
Bissau

Paulo BARANCAO
Counsellor to the Minister
Ministère des pêches
Bissau

Iça BARI
Scientific Counsellor

Henrique Antonio DA SILVA
Director of Cabinet
Bissau

Joao Manuel GOMES
Chief of Cabinet to the Minister for
Fisheries
Ministère des pêches
Bissau

Edgar RAMOS

LEBANON/LIBAN/LÍBANO

Mohanna CHADI
Director of Rural Development
and Natural Resources
Ministry of Agriculture
Lebanon

LESOTHO

Lineo Irene MOLISE-MABUSELA
Ambassador
Permanent Representation to FAO
Rome, Italy

**PAPUA NEW GUINEA/
PAPOUASIE-NOUVELLE-
GUINÉE/PAPUA NUEVA
GUINEA**

Yaniba Koimilla ALFRED
Monitoring and Compliance Officer
National Fisheries Authority
Port Moresby

Rodney KIRAROCK
National Fisheries Authority
Port Moresby

Nancy TAKA
Legal Officer
National Fisheries Authority
Port Moresby

**SAINT KITTS AND NEVIS/
SAINT-KITTS-ET-NEVIS/SAINT
KITTS Y NEVIS**

Thomas Marc WILLIAMS
Director of Marine Resources
Basseterre

SERBIA/SERBIE

Tatjana GARCEVIC
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of Serbia
Rome, Italy

**SAO TOME AND PRINCIPE/SAO
TOMÉ-ET-PRINCIPE/SANTO
TOMÉ Y PRÍNCIPE**

Américo D'OLIVEIRA DOS
RAMOS
Ministre des finances, du commerce
et de l'économie bleue
Ministère des finances, du commerce
et de l'économie bleue
Sao Tomé

**SOUTH SUDAN/SOUDAN DU
SUD/SUDÁN DEL SUR**

Natalina Edward MOU
Minister Plenipotentiary
Alternate Permanent Representative
to FAO
Rome

**THE FORMER YUGOSLAV
REPUBLIC OF MACEDONIA/
L'EX-RÉPUBLIQUE
YUGOSLAVE DE
MACÉDOINE/LA EX
REPÚBLICA YUGOSLAVA DE
MACEDONIA**

Sanja MITROVSKA
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the former Yugoslav
Republic of Macedonia to the
Holy See
Rome, Italy

TUNISIA/TUNISIE/TÚNEZ

S'hel ABDELMAJID
Direction de la promotion
DG de la pêche et de l'aquaculture
Tunisie

VANUATU

John LICHT
Ambassador to the Kingdom of
Belgium and the EU
Embassy of the Republic of Vanuatu
Brussels, Belgium

**HOLY SEE/SAINT SIÈGE/
SANTA SEDE**

Mgr Fernando CHICA ARELLANO
Observateur permanent du Saint-
Siège auprès de la FAO
Rome, Italie

Vincenzo BUONOMO
Expert
Bureau de l'Observateur permanent
du Saint-Siège auprès de la FAO
Rome, Italie

Salvatore CAVALLO
Bureau de l'Observateur permanent
du Saint-Siège auprès de la FAO
Rome, Italie

Fr. Bruno CICERI
Expert
Bureau de l'Observateur permanent
du Saint-Siège auprès de la FAO
Rome, Italie

PALESTINE/PALESTINA

Mai AL KAILA
Ambassador of Palestine to Italy
Office of the Observer of Palestine
to FAO
Rome, Italy

Mamoun BARGHOUTHI
Assistant Permanent Representative
of FAO
Embassy of Palestine in Italy
Rome, Italy

**REPRESENTATIVES OF
UNITED NATIONS AND
SPECIALIZED AGENCIES AND
RELATED ORGANIZATIONS/
REPRÉSENTANTS DES
NATIONS UNIES ET DES
INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES/
REPRESENTANTES DE
NACIONES UNIDAS Y
ORGANISMOS
ESPECIALIZADOS****INTERGOVERNMENTAL
OCEANOGRAPHIC
COMMISSION OF UNESCO**

Peter HAUGAN
Chair
Paris, France

**INTERNATIONAL LABOUR
ORGANIZATION/
ORGANISATION
INTERNATIONALE DU
TRAVAIL/ORGANIZACIÓN
INTERNACIONAL DEL
TRABAJO**

Brandt WAGNER
Head
Transport and Maritime Unit
Sectoral Policies Department
International Labour Office
Geneva, Switzerland

**INTERNATIONAL MARITIME
ORGANIZATION/
ORGANISATION MARITIME
INTERNATIONALE/
ORGANIZACIÓN MARÍTIMA
INTERNACIONAL**

Sandra ALLNUTT
Head
Marine Technology and Goal-Based
Standards
Sub-Division for Marine Technology
and Cargoes
Maritime Safety Division
London, United Kingdom

Fredrik HAAG
Head
Office for the London Convention/
Protocol and Ocean Affairs
Marine Environment Division
London, United Kingdom

**UNITED NATIONS/
ORGANISATION DES NATIONS
UNIES/ORGANIZACIÓN DE LAS
NACIONES UNIDAS**

Marco BOCCIA
Programme Management Officer
Division for Ocean Affairs and
the Law of the Sea
Office of Legal Affairs
United Nations
New York, USA

Alison GRAHAM
Human Rights Officer
United Nations High Commissioner
for Human Rights

Peter THOMSON
United Nations Secretary-General's
Special Envoy for the Ocean

**UNITED NATIONS
CONFERENCE ON TRADE AND
DEVELOPMENT/CONFÉRENCE
DES NATIONS UNIES SUR LE
COMMERCE ET LE
DÉVELOPPEMENT/
CONFERENCIA DE LAS
NACIONES UNIDAS SOBRE
COMERCIO Y DESARROLLO**

David Vivas EUGUI
Legal Officer
Trade, Environment, Climate Change
and Sustainable Development
Branch
Division on International Trade
and Commodities
Geneva, Switzerland

**UNITED NATIONS
ENVIRONMENT PROGRAMME/
PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR
L'ENVIRONNEMENT/
PROGRAMA DE LAS
NACIONES UNIDAS PARA EL
MEDIO AMBIENTE**

Takehiro NAKAMURA
Chief
Marine and Coastal Ecosystem Unit
Nairobi, Kenya

**UNITED NATIONS
ENVIRONMENT PROGRAMME-
CONVENTION ON
BIOLOGICAL DIVERSITY/
PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR
L'ENVIRONNEMENT -
CONVENTION SUR LA
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE/
PROGRAMA DE LAS
NACIONES UNIDAS PARA EL
MEDIO AMBIENTE -
CONVENCIÓN SOBRE LA
DIVERSIDAD BIOLÓGICA**

Joseph APPIOTT
Associate Programme Officer
Montreal, Canada

**UNITED NATIONS
ENVIRONMENT PROGRAMME
– WORLD CONSERVATION
MONITORING
CENTRE/PROGRAMME DES
NATIONS UNIES POUR
L'ENVIRONNEMENT – CENTRE
MONDIAL DE SURVEILLANCE
DE LA CONSERVATION/
PROGRAMA DE LAS
NACIONES UNIDAS PARA EL
MEDIO AMBIENTE – CENTRO
MUNDIAL DE VIGILANCIA DE
LA CONSERVACIÓN**

Ruth FLETCHER
Senior Programme Officer
Cambridge, UK

**WORLD BANK
GROUP/GROUPE DE LA
BANQUE MONDIALE/ GRUPO
DEL BANCO MUNDIAL**

Charlotte DE FONTAUBERT
Senior Fisheries Specialist
Washington DC, USA

Daniel LYNG
Consultant
Washington DC, USA

Julien MILLION
Senior Fisheries Specialist
Washington DC, USA

Xavier VINCENT
Lead Fisheries Specialist
Washington DC, USA

**WORLD TRADE
ORGANIZATION/
ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE/
ORGANIZACIÓN MUNDIAL
DEL COMERCIO**

Clarisse MORGAN
Senior Counsellor
Geneva, Switzerland

**OBSERVERS FROM
INTERGOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS/
OBSERVATEURS
D'ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMEN-
TALES/OBSERVADORES DE
LAS ORGANIZACIONES
INTERGUBERNAMEN-
TALES**

**AFRICAN UNION/UNION
AFRICAINNE/UNIÓN AFRICANA**

Obinna ANOZIE
Policy Analyst – Fisheries and
Aquaculture
African Union – Inter African
Bureau for Animal Resources
Nairobi, Kenya

Ajangale Nelly ISYAGI
Project Officer – Aquaculture
African Union – Inter African
Bureau for Animal Resources
Nairobi, Kenya

Kwame MFODWO
African Union Interafrican
Bureau for Animal Resources

Mohamed SEISAY
Senior Fisheries Officer
African Union – Inter African
Bureau for Animal Resources
Nairobi, Kenya

**AFRICAN, CARIBBEAN AND
PACIFIC GROUP OF STATES/
GROUPE DES ÉTATS
D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET
DU PACIFIQUE/GRUPO DES
ESTADOS DE ÁFRICA, DEL
CARIBE Y DEL PACÍFICO**

Peter WEKESA
Fisheries Expert
ACP Secretariat
Brussels, Belgium

**AGREEMENT ON THE
CONSERVATION OF
ALBATROSSES AND PETRELS**

Marco FAVERO
Executive Secretary
Hobart, Australia

**BAY OF BENGAL
PROGRAMME**

Yugraj YADAVA
Director
Chennai, India

**CARIBBEAN REGIONAL
FISHERIES MECHANISM**

Milton HAUGHTON
Executive Director
Belize City, Belize

**CENTRE FOR MARKETING
INFORMATION AND
ADVISORY SERVICES FOR
FISHERY PRODUCTS IN LATIN
AMERICA AND THE
CARIBBEAN/CENTRE POUR
LES SERVICES
D'INFORMATION ET DE
CONSULTATION SUR LA
COMMERCIALISATION DES
PRODUITS DE LA PÊCHE EN
AMÉRIQUE LATINE ET DANS
LES CARAÏBES/CENTRO PARA
LOS SERVICIOS DE
INFORMACIÓN Y
ASESORAMIENTO SOBRA LA
COMERCIALIZACIÓN DE LOS
PRODUCTOS PESQUEROS EN
AMÉRICA LATINA Y EL
CARIBE**

Helga JOSUPEIT
Senior Advisor
Montevideo, Uruguay

Graciela PEREIRA
Executive Director
Montevideo, Uruguay

CENTRE FOR MARKETING INFORMATION AND ADVISORY SERVICES FOR FISHERY PRODUCTS IN THE ARAB REGION/CENTRE D'INFORMATION ET DE CONSEIL SUR LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE DANS LES PAYS ARABES/CENTRO PARA LOS SERVICIOS DE INFORMACIÓN Y ASESORAMIENTO SOBRE LA COMERCIALIZACIÓN DE LOS PRODUCTOS PESQUEROS EN LA REGIÓN ÁRABE

Olaya MAHTATE
Processing and Marketing Specialist
Casablanca, Morocco

Youssef OUATI
Managing Director
Casablanca, Morocco

COMISIÓN TÉCNICA MIXTA DEL FRENTA MARINO

Roque BOURDIEU
Delegate to the Argentinean
Delegation to the CTMFM
Montevideo, Uruguay

Daniel GILARDONI
Secretario Técnico
Montevideo, Uruguay

Carlos MATA
Montevideo, Uruguay

Ramiro SÁNCHEZ
Adviser of the Argentinean
Delegation to the CTMFM
Montevideo, Uruguay

COMMISSION FOR THE CONSERVATION OF ANTARCTIC MARINE LIVING RESOURCES/COMMISSION POUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE MARINES DE L'ANTARCTIQUE/ COMISIÓN PARA LA CONSERVACIÓN DE LOS RECURSOS MARINOS VIVOS DEL ANTÁRTICO

David AGNEW
Executive Secretary
Hobart, Australia

COMMISSION FOR THE CONSERVATION OF SOUTHERN BLUEFIN TUNA/COMMISSION POUR LA CONSERVATION DU THON ROUGE DU SUD/COMISIÓN PARA LA CONSERVACIÓN DEL ATÚN DEL SUR

Robert KENNEDY
Executive Secretary
Canberra, Australia

COMMON FUND FOR COMMODITIES/FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE/FONDO COMÚN PARA LOS PRODUCTOS BÁSICOS

Alessandra MAROCCO
Project Manager

EUROFISH

Aina AFANASJEVA
Director
Copenhagen, Denmark

FISHERIES COMMITTEE FOR THE WEST CENTRAL GULF OF GUINEA

Phillippe CACAUD
Legal Expert
Thoiry, France
E-mail: pcacaud@aol.com
Nadje Seraphin DEDI
Secrétaire Général
Tema, Ghana

Sally FREE
Communication Expert

INDIAN OCEAN COMMISSION/ COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN/COMISIÓN DEL OCÉANO ÍNDICO

Daroomalingum MAUREE
Regional Project Coordinator
SWIOFish 1
Ebène, Ile Maurice

INTER-AMERICAN TROPICAL TUNA COMMISSION/ COMMISSION INTERAMÉRICAINA DU THON TROPICAL/COMISIÓN INTERAMERICANA DEL ATÚN TROPICAL

Guillermo COMPEAN
Director
California, USA

Carlos MARIN
La Jolla CA, USA

Jean Francois PULVENIS
Policy Senior Advisor
California, USA

INTERNATIONAL COMMISSION FOR THE CONSERVATION OF ATLANTIC TUNAS/COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE/ COMISIÓN INTERNACIONAL PARA LA CONSERVACIÓN DEL ATÚN DEL ATLÁNTICO

Camille Jean Pierre MANEL
Executive Secretary
Madrid, Spain

Driss MESKI
Madrid, Spain

Miguel NEVES SANTOS
Assistant to the Executive Secretary
Madrid, Spain

INTERNATIONAL COUNCIL FOR THE EXPLORATION OF THE SEA/CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER/ CONSEJO INTERNACIONAL PARA LA EXPLORACIÓN DEL MAR

Lotte CLAUSEN
Head of Advisory Support
Copenhagen, Denmark

INTERNATIONAL MONITORING, CONTROL AND SURVEILLANCE NETWORK

Adriana FABRA
Coordinator
Washington DC, USA

Harry KOSTER
Executive Director

Cephas RALPH
Chairman
Washington DC, USA

**INTERNATIONAL PACIFIC
HALIBUT COMMISSION/
COMMISSION
INTERNATIONALE DU FLÉTAN
DU PACIFIQUE/COMISIÓN
INTERNACIONAL DEL FLETÁN
DEL PACIFICO**

David WILSON
Executive Director
Seattle, USA

**INTERNATIONAL WHALING
COMMISSION/COMMISSION
BALEINIÈRE
INTERNATIONALE/COMISIÓN
BALLENERA INTERNACIONAL**

Rebecca LENT
Executive Secretary
United Kingdom

Marguerite TARZIA
Bycatch Coordinator
Cambridge, United Kingdom

**LAKE TANGANYIKA
AUTHORITY/AUTORITÉ DU
LAC TANGANYIKA**

Beatrice MARWA
Regional Director of Fisheries
and Aquaculture
Bujumbura, Burundi

**LAKE VICTORIA FISHERIES
ORGANIZATION/
ORGANISATION DES PÊCHES
DU LAC VICTORIA/
ORGANIZACIÓN PESQUERA
PARA EL LAGO VICTORIA**

Godfrey Vincent MONOR
Executive Secretary
Jinja, Uganda

Mr Rhoda TUMWEBAZE
Director Fisheries Management
and Development
Jinja, Uganda

**MINISTERIAL CONFERENCE
ON FISHERIES COOPERATION
AMONG AFRICAN STATES
BORDERING THE ATLANTIC
OCEAN (ATLAFCO)/
CONFÉRENCE
MINISTÉRIELLE SUR LA
COOPÉRATION HALIEUTIQUE
ENTRE LES ÉTATS AFRICAINS
RIVERAINS DE L'OCÉAN
ATLANTIQUE (COMHAFAT)**

Abdelouhed BENABBOU
Secrétaire Exécutif
Rabat, Maroc

Atsuchi ISHIKAWA

Abdennaji LAAMRICH
Programme Manager
Rabat, Morocco

Mohamed SADIKI
Fisheries Expert

NEPAD

Sandy DAVIES
Adviser
Johannesburg, South Africa

Hamady DIOP
Head of Programme
Natural Resources Governance
Johannesburg, South Africa

Matthew MARKIDES
Legal Expert
Johannesburg, South Africa

Bernice MCLEAN
Senior Programme Officer for
Fisheries
NEPAD Planning and Coordinating
Agency
Midrand, South Africa

Haladou SALHA
Ambassador
African Union
Senior Liaison Officer
FAO
Rome, Italy

**NETWORK OF AQUACULTURE
CENTRES IN ASIA AND
PACIFIC/RÉSEAU DE CENTRES
D'AQUACULTURE POUR LA
RÉGION ASIE ET PACIFIQUE/
RED DE CENTROS DE
ACUICULTURA DE ASIA Y EL
PACÍFICO**

Cherdsak VIRAPAT
Director-General
Bangkok, Thailand

**NORDIC COUNCIL OF
MINISTERS/CONSEIL
NORDIQUE DES MINISTRES/
CONSEJO NÓRDICO DE
MINISTROS**

Bjorn Tore ERDAL
Senior Adviser Fisheries and
Aquaculture
Copenhagen, Denmark

**NORTH ATLANTIC SALMON
CONSERVATION
ORGANIZATION/
ORGANISATION POUR LA
CONSERVATION DU SAUMON
DE L'ATLANTIQUE NORD/
ORGANIZACIÓN PARA LA
CONSERVACIÓN DEL SALMÓN
DEL NORTE DEL ATLÁNTICO**

Emma HATFIELD
Secretary
Edinburgh, United Kingdom

**NORTH EAST ATLANTIC
FISHERIES COMMISSION/
COMMISSION DES PÊCHES DE
L'ATLANTIQUE NORD-EST/
COMISIÓN DE PESQUERÍAS
DEL ATLÁNTICO NORDESTE**

Darius CAMPBELL
Secretary
London, United Kingdom

**NORTH PACIFIC
ANADROMOUS FISH
COMMISSION/COMMISSION
DES POISSONS ANADROMES
DU PACIFIQUE NORD/
COMISIÓN DE PECES
ANÁDROMOS DEL PACÍFICO
SEPTENTRIONAL**

Vladimir RADCHENKO
Executive Director

NORTH PACIFIC FISHERIES COMMISSION

Peter FLEWWELLING
Compliance Manager

NORTHWEST ATLANTIC FISHERIES ORGANIZATION/ ORGANISATION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE NORD-OUEST/ORGANIZACION DE PESQUERÍAS DEL ATLÁNTICO NOROESTE

Fred KINGSTON
Executive Secretary

ORGANIZACIÓN DEL SECTOR PESQUERO Y ACUÍCOLA DEL ISTMO CENTROAMERICANO

Reinaldo MORALES
Regional Director
San Salvador, El Salvador

ORGANIZATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT/ ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES/ ORGANIZACIÓN PARA LA COOPERACIÓN Y EL DESARROLLO ECONÓMICOS

Fabiana CERASA
Statistician
Paris, France

Claire DELPEUCH
Economist/Fisheries Policy Analyst
Paris, France

Shivani KANNABHIRAN
Policy Analyst – Responsible Supply Chains (Agriculture and Asia)
Responsible Business Conduct Unit
Investment Division Directorate for Financial and Enterprise Affairs
Paris, France

PACIFIC ISLANDS FORUM FISHERIES AGENCY/ ORGANISME DES PÊCHES DU FORUM DU PACIFIQUE/ ORGANISMO DE PESCA DEL FORO PARA EL PACIFICO

Tim ADAMS
Director of Fisheries Management
Honiara, Solomon Islands

Vivian FERNANDES
Compliance Policy Adviser
Honiara, Solomon Islands

PACIFIC SALMON COMMISSION/COMMISSION DU SAUMON DU PACIFIQUE/ COMISIÓN PARA EL SALMÓN DEL PACÍFICO

John FIELD
Executive Secretary
Vancouver, Canada

PERMANENT COMMISSION FOR THE SOUTH PACIFIC/ COMMISSION PERMANENTE DU PACIFIQUE SUD/COMISIÓN PERMANENTE DEL PACÍFICO SUR

Mentor VILLAGOMEZ
Secretary General
Guayaquil, Ecuador

REGIONAL COMMISSION FOR FISHERIES/COMMISSION RÉGIONALE DES PÊCHES/ COMISIÓN REGIONAL DE PESCA

Emile ESSEMA
Executive Secretary
Libreville, Gabon

SOUTH EAST ATLANTIC FISHERIES ORGANIZATION/ ORGANISATION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE DU SUD-EST/ORGANIZACIÓN PESQUERA DEL ATLÁNTICO MERIDIONAL ORIENTAL

Elizabeth VOGES
Executive Secretary
Swakopmund, Namibia

SOUTH PACIFIC REGIONAL FISHERIES MANAGEMENT ORGANISATION

Sebastián RODRIGUEZ
Executive Secretary
Wellington, New Zealand

SOUTHEAST ASIAN FISHERIES DEVELOPMENT CENTER/ CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES DE L'ASIE DU SUD-EST/CENTRO DE DESARROLLO DE LA PESCA EN ASIA SUDORIENTAL

Kom SILAPAJARN
Secretary-General
Bangkok, Thailand

Masanami IZUMI
Special Advisor
Bangkok, Thailand

Worawit WANCHANA
Policy and Program Coordinator a.i.
Bangkok, Thailand

SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY/ COMMUNAUTÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE/ COMUNIDAD PARA EL DESARROLLO DEL ÁFRICA AUSTRAL

Motseki HLATSHWAYO
Technical Advisor on Fisheries

SOUTHERN INDIAN OCEAN FISHERIES AGREEMENT

Jon LANSLEY
Executive Secretary
St Denis, La Reunion

SUB-REGIONAL FISHERIES COMMISSION

Malal SANE
Permanent Secretary
Dakar, Senegal

Demba Y. KANE
Regional Coordinator of West African Regional Fisheries Programme
Dakar, Senegal

**WESTERN AND CENTRAL
PACIFIC FISHERIES
COMMISSION/COMMISSION
DES PÊCHES POUR LE
PACIFIQUE CENTRAL ET
OCCIDENTAL/COMISIÓN DE
PESCA PARA EL PACÍFICO
OCCIDENTAL Y CENTRAL**

Feleti TEO
Executive Director
Kolonía, Pohnpei
Federated States of Micronesia

**CONSULTATIVE GROUP ON
INTERNATIONAL
AGRICULTURAL RESEARCH/
GROUPE CONSULTATIF POUR
LA RECHERCHE AGRICOLE
INTERNATIONALE/GRUPO
CONSULTIVO SOBRE
INVESTIGACIÓN AGRÍCOLA
INTERNACIONAL**

WORLDFISH

Gareth JOHNSTONE
Director General
Penang, Malaysia

David MILLS

Shakuntala THILSTED
Research Program Leader
Value Chains and Nutrition
Penang, Malaysia

**OBSERVERS FROM
INTERNATIONAL NON-
GOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS/
OBSERVATEURS DES
ORGANISATIONS NON-
GOUVERNEMENTALES/
INTERNATIONALES/
OBSERVADORES DE LAS
ORGANIZACIONES NO-
GUBERNAMENTALES**

**AFRICAN CONFEDERATION
OF ARTISANAL FISHING
PROFESSIONAL
ORGANIZATIONS/
CONFÉDÉRATION AFRICAINE
DES ORGANISATIONS
PROFESSIONNELLES DE
PÊCHE ARTISANALES**

Mamadou BAKAYOKO
Membre
Abidjan, Côte d'Ivoire

Kadiatou BANGOURA
Trésorier
Conakry, Guinée

Somplehi Micheline DION
Coordinatrice des programmes
femmes
Abidjan, Côte d'Ivoire

Gaoussou GUEYE
Président
Medine-Mbour, Sénégal

Dawda Foday SAINÉ
Secrétaire Général
Kanifling, Gambia

**CENTER FOR DEVELOPMENT
OF SUSTAINABLE FISHERIES**

Ernesto Julio GODELMAN
Chief Executive Officer
Panama City, Panama

**COALITION FOR FAIR
FISHERIES AGREEMENTS/
COALITION POUR DES
ACCORDS DE PÊCHE
ÉQUITABLES/COALICIÓN POR
ACUERDOS DE PESCA
EQUITATIVOS**

Ogou Lambert BEGUI
Abidjan, Côte D'Ivoire

Sara FROCKLIN
Senior Policy Advisor
Belgium, Brussels

Beatrice GOREZ
Coordinator
Rixensart, Belgium

George HARRIS
Monrovia, Liberia

Kai KASCHINSKI
Adviser
Brussels, Belgium

Francisco MARI
Adviser
Brussels, Belgium

André STANDING
Research Associate
Brussels, Belgium

Emeka Lucky UMEJEI
Nigeria Contact Person
Brussels, Belgium

**ENVIRONMENTAL JUSTICE
FOUNDATION**

Steve TRENT
Executive Director
London, United Kingdom

**EU FISH PROCESSORS AND
TRADERS ASSOCIATION**

Guus PASTOOR
Chairman
Belgium, Brussels

Claudia VINCI
Secretary-General
Brussels, Belgium

**FEDERATION OF THE SMALL-
SCALE FISHERES OF THE
INDIAN OCEAN**

Louis Patrick FORTUNO
General Secretary
Trou d'Eau Douce, Mauritius

Darell GREEN
Praslin Fishermen Association
Mahe, Seychelles

Beatty Ogilvy HOARAU
Treasurer
Mahe, Seychelles

Mahamoudou ISMAIL
Third Vice-President
Le Port, La Réunion

Mathilde JOUNOT
Communications Officer

Brenda LAPORTE

FRIENDS OF THE SEA

Mario PASSONI
Scientific Officer
Novara, Italy

**GLOBAL SUSTAINABLE
SEAFOOD INITIATIVE**

Kim BAJOU
Partnership and Outreach Officer
Haarlem, The Netherlands

Nina VAN EWIKJ
Communications Manager
Haarlem, The Netherlands

Herman WISSE
Managing Director
Haarlem, The Netherlands

**HUMANE SOCIETY
INTERNATIONAL**

Dominique ALBERT
Director Communications
Project AWARE
Washington DC, USA

Shannon Jessica ARNOLD
Marine Policy Coordinator, Ecology
Action Centre

Sonja FORDHAM
President, Shark Advocates
International

Alison Rosemary HOOD
Director of Conservation Shark Trust
Washington DC, USA

**INTERNATIONAL COALITION
OF FISHERIES ASSOCIATIONS/
COALITION INTERNATIONALE
DES ASSOCIATIONS
HALIEUTIQUES/COALICIÓN
INTERNACIONAL DE
ASOCIACIONES PESQUERAS**

John CONNELLY
Virginia, USA

Javier GARAT PÉREZ
Virginia, USA

J. Carlos MACIAS
Virginia, USA

Julio MOROÓN AYALA
Director Gerente
Madrid, Spain

Ulises MUNAYLLA
Virginia, USA

**INTERNATIONAL
COLLECTIVE IN SUPPORT OF
FISHWORKERS/COLLECTIF
INTERNATIONAL D'APPUI AUX
TRAVAILLEURS DE LA
PÊCHE/COLECTIVO
INTERNACIONAL DE APOYO
AL PESCADOR ARTESANAL**

Maarten BAVINCK
Amsterdam, The Netherlands

Sebastian MATHEW
Executive Director
Chennai, India

Rolf WILLMANN
Adviser

**INTERNATIONAL
CONFEDERATION OF SPORT
FISHING**

Ferenc SZALAY
Président
Rome, Italy

**INTERNATIONAL OCEAN
NOISE COALITION**

Sigrid LÜBER
Focal Point
c/o OceanCare
Wädenswil, Switzerland

Fabienne MCLELLAN
Representative
c/o OceanCare
Wädenswil, Switzerland

**INTERNATIONAL PLANNING
COMMITTEE FOR FOOD
SOVEREIGNTY/COMITÉ
INTERNACIONAL DE
PLANIFICACION POUR LA
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE/
COMITÉ INTERNACIONAL DE
PLANIFICACIÓN PARA LA
SOBERANÍA ALIMENTARIA**

Zoe BRENT
Researcher
Amsterdam, The Netherlands

Philippe FAVRELIERE
La Via Campesina

Gary Duane HARRISON
IITC

Giulia MAGISTRI
Crocevia

Pedro MURGUIA
Comité Internacionales de Tratados
Indios

Joacquin PILÓ
President
Sindicato Livre

Miguel URREA
Comité Internacionales de Tratados
Indios

Francesca ZACCARELLI
Crocevia

**INTERNATIONAL SEAFOOD
SUSTAINABILITY
FOUNDATION**

Ichiro NOMURA
Member of the Board
Washington DC, USA

**INTERNATIONAL TRANSPORT
WORKERS' FEDERATION/
FÉDÉRATION
INTERNATIONALE DES
OUVRIERS DU TRANSPORT/
FEDERACIÓN
INTERNACIONAL DE LOS
TRABAJADORES DEL
TRANSPORTE**

Trinidad CORULLA MARTINEZ
FSC-CCOO, Spain

Rossen KARAVATCHEV
Senior Section Assistant
ITF Seafarers and Fisheries Section
London, United Kingdom

Livia SPERA
ETF Fisheries Secretary
Belgium

Somiruwan SUBASINGHE
Legal Officer
London, United Kingdom

Juan Manuel TRUJILLO CASTILLO

**INTERNATIONAL UNION FOR
CONSERVATION OF
NATURE/UNION
INTERNATIONALE POUR LA
CONSERVATION DE LA
NATURE/UNIÓN
INTERNACIONAL PARA LA
CONSERVACIÓN DE LA
NATURALEZA**

Serge Michel GARCIA
IUCN-CEM-FEG Chair
Rome, Italy

Francois SIMARD
Deputy Director
Global Marine and Polar Program
Gland, Switzerland

Despina SYMONS
IUCN/FEG Coordinator
Brussels, Belgium

**INTERNATIONAL UNION OF
FOOD, AGRICULTURAL,
HOTEL, RESTAURANT,
CATERING, TOBACCO AND
ALLIED WORKERS
ASSOCIATIONS**

Kirill BUKETOV
International Officer
Seafood and Fisheries
Geneva, Switzerland

**MARINE STEWARDSHIP
COUNCIL**

Olujemisi OLORUNTUYI
Head
MSC Developing World Program

OCEANA

Tess GEERS
Research Manager
Science and Strategy
Washington DC, USA

Vanya VULPERHORST
Policy Officer
Oceana Europe
Brussels, Belgium

**ORGANIZATION FOR
PROMOTION OF RESPONSIBLE
TUNA FISHERIES/
ORGANIZACIÓN PARA LA
PESCA RESPONSABLE DEL
ATÚN**

Daishiro NAGAHATA
Managing Director
Tokyo, Japan

RARE

Stephanie DAVIO
Associate of Events and
Communications

Angelica DENGO
Vice President
Rare, Mozambique

Paolo DOMONDON
Director of Strategy, Partnerships,
Communications and Development
Rare, Philippines

Anne-Marie LAURA
Director of Policy and Strategic
Partnerships

Darko MANAKOVSKI
Senior Lead
Global Development, Rare

Gerard MILES
Vice President of Global
Development

Arwandrija RUKMA
Director of Programmatic Policy
Rare, Indonesia

Ann SINGEO
Executive Director
Ebiil Society, Palau

Ariane STEINS-MEIER
Senior Director of Global
Development

Mary Jean TE
Municipal Mayor
Libertad, Philippines

Diana VÁSQUEZ
Executive Director, Center for Marine
Studies
Tegucigalpa, Honduras

**THE MARINE INGREDIENTS
ORGANIZATION**

Neil AUCHTERLONIE
London, United Kingdom

Andrew MALLISON
General Director
London, United Kingdom

THE NATURE CONSERVANCY

Marta MARRERO MARTIN
Ocean Governance Director
The Nature Conservancy UK
London, United Kingdom

**THE PEW CHARITABLE
TRUSTS**

Dawn BORG COSTANZI
Officer
Ending Illegal Fishing Project
London, United Kingdom

Courtney FARTHING
Senior Associate
Ending Illegal Fishing Project
London, United Kingdom

Julie JANOVSKY
Acting Director
Ending Illegal Fishing Project
Washington DC, USA

John KALTENSTEIN
Senior Policy Analyst
Friends of the Earth
Berkeley CA, USA

Kimberly VOSBURGH
Officer Communications
Washington DC, USA

Esther WOZNIAK
Associate
Global Tuna Conservation and
Global Shark Conservation
Washington DC, USA

Mark YOUNG
Project Director
Conservation Enforcement
Washington DC, USA

TRYGG MAT TRACKING

Duncan COPELAND
Executive Director
Oslo, Norway

Viviane KOUTOB NAOTO
West Africa Coordinator
Oslo, Norway

Johan Henrik WILLIAMS
Member of the Board
Oslo, Norway

Yann YVERGNIAUX
Analyst
Oslo, Norway

**WILDLIFE CONSERVATION
SOCIETY**

Susan LIEBERMAN
Vice-President International Policy
New York, USA

WORLD ANIMAL PROTECTION

Christina DIXON
Global Campaign Manager
London, United Kingdom

Ingrid GISKES
Global Head of Campaign
St. Leonards, Australia

Arjan VAN HOUWELINGEN
Director Strategic Policy and
Public Affairs
London, United Kingdom

**WORLD AQUACULTURE
SOCIETY/SOCIÉTÉ
INTERNATIONALE
D'AQUACULTURE/SOCIEDAD
MUNDIAL DE ACUICULTURA**

Antonio GARZA DE YTA
Director
California, USA

**WORLD CONSERVATION
TRUST**

Gavin CARTER
Advisor

Eugene LAPOINTE
President
Lausanne, Switzerland

Paul SEAMAN
Analyst
Lausanne, Switzerland

**WORLD FORUM FOR FISHER
PEOPLE**

Segul BIRCAN
Association of Istanbul Legion

Edmund BULL

Leo COLACO
Coordination Committee Member
Maharashtra, India

Ahmad Marthin HADIWINATA
Coordinating Committee
Indonesia

Naseegh JAFFER

Erdogan KARTAL
Head of the Board
Association of Istanbul Regional
Fisher Cooperatives

Geetha LAKMINI

Perus LOGOSE
Coordination Committee Member
Kampala, Uganda

Christiana LOUWA

Editrudith LUKANGA
Executive Director
Emedo

Carmen MANNARINO
Masifundise

Elyse MILLS
Transnational Institute

Nedwa MOCTAR NECH
Director
Nouakchott, Mauritania

Lorenza ORTIZ MARTINEZ
Secretaria del Comité Ejecutivo

Moises OSORTO APAGOLF

Pruddhika Gayanth
WARNAKULASURYA
KATTIKUTTIGE

**WORLD FORUM OF FISH
HARVESTERS AND FISH
WORKERS/FORUM MONDIAL
DES AQUACULTEURS ET
PÊCHEURS/FORO MUNDIAL
DE PESCADORES Y
TRABAJADORES DEL SECTOR
PESQUERO**

Shanti Ranjan BEHERA
Advisor
Kampala, Uganda

Francisca CRUZ SALAZAR
Coordinator

Lorena ORTIZ MARTÍNEZ
Secretary of the Executive Committee
Mexico

Emmanuel SANDT-DUGUAY
Commercial Fisheries Liaison
Coordinator
Quebec, Canada

Yassine SKANDRANI
Member of Coordination Committee
Bizerte, Tunisia

**WORLD WILDLIFE FUND
INTERNATIONAL**

Samantha BURGESS
Head Marine Policy
Brussels, Belgium

Marco COSTANTINI
Regional Manager, Fisheries
WWF Mediterranean Marine
Initiative
Rome, Italy

Michele KURUC
Vice President, Ocean Policy
Washington DC, USA

Aimee LESLIE
Marine Programme Director
Lince, Peru

Lauren SPURRIER
Managing Director for Oceans
Washington DC, USA

RESOURCE PERSONS

Xavier BASURTO
Associate Professor
Duke University

Maria del Mar MANCHA
CISNEROS
Postdoctoral Associate
Duke University

John VIRDIN
Director, Oceans and Coastal Policy
Program
Nicholas Institute for Environmental
Policy Solutions
Duke University
Durham, North Carolina

**FAO REGIONAL AND
SUBREGIONAL OFFICES/
BUREAUX RÉGIONAUX ET
SOUS-RÉGIONAUX DE LA
FAO/OFICINA REGIONALES Y
SUBREGIONALES DE LA FAO**

Victoria CHOMO
Senior Fisheries and Aquaculture
Officer
Secretary of EIFAAC and CACFish
Regional Commissions
FAO Regional Office for Europe and
Central Asia
Budapest, Hungary

Haydar FERSONY
Senior Fishery and Aquaculture
Officer
Regional Office for the Near East and
North Africa
Secretary of RECOFI
Cairo, Egypt

Alejandro FLORES
Senior Fishery and Aquaculture
Officer
FAO Sub-Regional Office for
Mesoamerica
Panama City, Panama

Gueye NDIAGA
Serving for the Fishery Committee
for the Eastern Central Atlantic
and the Committee for Inland
Fisheries and Aquaculture of Africa

Vasco SCHMIDT
Acting Secretary Southwest Indian
Ocean Fisheries Commission

Aboubacar SIDIBÉ
Senior Policy Officer Fisheries and
Aquaculture – FIRST Programme
ECOWAS (CEDEAO) Commission
Directorate of Agriculture and Rural
Development
Abuja, NIGERIA

Cherif TOUEILIB
Fishery and Aquaculture Officer
Subregional Office for North Africa
Tunis, Tunisia

Miao WEIMIN
Aquaculture Officer
Secretary a.i. for Asia-Pacific Fishery
Commission (APFIC)
FAO Regional Offices for Asia and
the Pacific
Bangkok, Thailand

BUREAU DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ

Président:	M. William Gibbons-Fly (États-Unis d'Amérique)
Premier Vice-Président:	M. Sidi Mouctar Dicko (Guinée)
Vice-Présidents:	Égypte, Palaos, Pérou, République de Corée et Espagne

COMITÉ DE RÉDACTION

Le Comité a élu M. Seydou Cissé (Côte d'Ivoire) président, et les pays suivants, membres du comité de rédaction: Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Brésil, Canada, Chine, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Pérou, République de Corée, Suède et Ouganda.

DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE DE LA FAO

Sous-Directeur général:	Árni M. Mathiesen
Directeur de la Division des politiques et de l'économie de la pêche et de l'aquaculture:	Manuel Barange

SECRETARIAT

Secrétaire:	H. Watanabe
Secrétaire du Comité de rédaction:	S. Funge-Smith

Liste des documents

COFI/2018/1	Ordre du jour et calendrier
COFI/2018/2	La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture
COFI/2018/3	Progrès accomplis dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes
COFI/2018/4	Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches à sa seizième session (Busan [République de Corée], 4-8 septembre 2017)
COFI/2018/5	Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa neuvième session (Rome, 24-27 octobre 2017)
COFI/2018/6	Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée
COFI/2018/7	Gouvernance de la pêche à petite échelle et de la pêche artisanale
COFI/2018/8	Processus de portée mondiale et régionale relatifs aux océans
COFI/2018/9	Programme de développement durable à l'horizon 2030
COFI/2018/10/Rev.1	Changement climatique et autres questions relatives à l'environnement
COFI/2018/11	Programme de travail de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation
COFI/2018/12	Programme de travail pluriannuel du Comité des pêches: rapport intérimaire sur le programme de travail pluriannuel 2016-2019 et projet de programme de travail pluriannuel 2018-2021
COFI/2018/Inf.1	Liste des documents
COFI/2018/Inf.2	Liste des participants
COFI/2018/Inf.3	Allocution du Directeur général
COFI/2018/Inf.4	Notes et indications relatives aux différents points de l'ordre du jour
COFI/2018/Inf.5	Suite donnée aux décisions prises et aux recommandations formulées par le Comité des pêches à sa trentième-deuxième session (Rome [Italie], 11-15 juillet 2016)
COFI/2018/Inf.6	Rapport de la trentième-deuxième session du Comité des pêches (Rome [Italie], 11-15 juillet 2016)
COFI/2018/Inf.7	État d'avancement de la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable et des instruments connexes
COFI/2018/Inf.8	La sécurité en mer dans le secteur de la pêche
COFI/2018/Inf.9	Rapport de la seizième session du Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches (Busan [République de Corée], 4-8 septembre 2017)
COFI/2018/Inf.10	Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises

COFI/2018/Inf.11	Vers la durabilité sociale dans les filières de la pêche
COFI/2018/Inf.12	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
COFI/2018/Inf.13	Rapport de la neuvième session du Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches (Rome, 24-27 octobre 2017)
COFI/2018/Inf.14	Résumé du rapport de la deuxième session du Groupe de travail consultatif du Comité des pêches sur les ressources génétiques aquatiques et les technologies associées
COFI/2018/Inf.15	Rapport de la deuxième session du Groupe de travail technique intergouvernemental ad hoc sur les ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture
COFI/2018/Inf.16	Rapport de la première réunion des Parties à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Oslo [Norvège], 29-31 mai 2017)
COFI/2018/Inf.17	Progrès accomplis par la FAO et ses partenaires dans la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale depuis la trente-deuxième session du Comité des pêches (2016)
COFI/2018/Inf.18	Progrès accomplis en matière d'amélioration des données de référence et évaluation de la contribution des pêches artisanales marines et continentales
COFI/2018/Inf.19	État d'avancement du programme de travail mondial visant à approfondir les connaissances relatives aux approches fondées sur les droits dans le secteur de la pêche
COFI/2018/Inf.20	Organes régionaux des pêches créés dans le cadre de la FAO
COFI/2018/Inf.21	L'agroécologie au service des objectifs de développement durable – passer à l'échelle supérieure: Conclusions du deuxième Symposium international sur l'agroécologie et voie à suivre
COFI/2018/Inf.22	Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025): contribution possible des secteurs de la pêche et de l'aquaculture à une alimentation saine et à une meilleure nutrition
COFI/2018/Inf.23	Le changement climatique et ses incidences sur les travaux et les activités de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture (thème biennal)
COFI/2018/Inf.24	Tenir compte des questions environnementales pendant les opérations de pêche: progresser vers la réduction d'ici à 2025 des engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés
COFI/2018/Inf.25	Rapport de la Consultation technique sur le marquage des engins de pêche
COFI/2018/Inf.26	Prises accessoires et rejets: le point des activités régionales et mondiales
COFI/2018/Inf.27	Élaborer et promouvoir des pratiques optimales de pêche au chalut à partir des meilleures données scientifiques disponibles
COFI/2018/Inf.28	Prise en compte de la biodiversité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture
COFI/2018/Inf.29	Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant le Comité des pêches

COFI/2018/Inf.30	Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche
COFI/2018/Inf.31	Les microplastiques dans la pêche et l'aquaculture: résumé d'une étude de la FAO
COFI/2018/Inf.32	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'Union européenne et ses États Membres

**Allocution d'ouverture prononcée par M. José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO**

C'est pour moi un honneur de vous accueillir à l'occasion de la trente-troisième session du Comité des pêches de la FAO.

Je voudrais commencer par souligner deux points qui, à mon avis, seront pertinents pour vos discussions au cours de la semaine.

Tout d'abord, permettez-moi de faire référence à la Conférence de haut niveau des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre de l'objectif 14 du développement durable.

Comme vous le savez, l'ODD 14 appelle à conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines.

La Conférence qui s'est tenue à New York il y a un an, en juin 2017, a adopté un appel à l'action qui comporte des recommandations concrètes et d'ordre pragmatique dans certains domaines spécifiques.

Je voudrais mentionner quatre d'entre elles:

la première: veiller à ce que la pêche ne cesse de contribuer à la sécurité alimentaire et à celle des moyens d'existence de chacun;

la deuxième: améliorer la gestion des stocks partagés et ceux des grands migrants, en haute mer ainsi que dans les eaux territoriales des zones côtières;

la troisième: accroître la résilience des populations littorales, en particulier dans les PEID et les pays les moins avancés;

et la quatrième: mettre fin à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, que nous appelons pêche INDNR.

Ces défis se situent tous au cœur du travail de la FAO dans le domaine des pêches et de l'aquaculture.

La FAO œuvre en étroite collaboration avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'océan, l'Ambassadeur Peter Thomson de Fidji, afin de donner suite aux engagements pris dans le cadre de la Conférence.

Vos discussions de cette semaine relatives à la mise en œuvre du Programme 2030, et à la gouvernance actuelle de la pêche et des océans, apporteront des contributions et orientations nouvelles aux travaux de la FAO.

Mesdames et Messieurs,

Le deuxième point que je voudrais mettre en exergue est celui de l'organisation par la FAO, le 5 juin dernier, d'une manifestation spéciale de célébration de la première Journée internationale des Nations Unies de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Comme vous le savez, l'instauration de cette Journée internationale a été approuvée lors de la dernière session du COFI, en 2016.

Cette journée a été instituée pour marquer l'entrée en vigueur, le 5 juin 2016, de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

À ce jour, 56 signataires représentant 81 pays sont déjà parties à l'Accord. Et d'autres pays sont en train de le faire ratifier par leur parlement.

Permettez-moi de lancer un nouvel appel à tous les pays pour qu'ils participent à cet effort mondial de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Nous avons besoin que tout le monde nous rejoigne pour rendre l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port véritablement efficace.

La FAO a également engagé différentes activités et initiatives destinées à appuyer l'application effective de l'Accord.

L'année dernière, nous avons lancé la première version opérationnelle du Fichier mondial des navires de pêche, navires de transport frigorifique et navires de ravitaillement.

C'est aussi en 2017, qu'ont été approuvées les Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises.

L'objectif de ces directives d'application volontaires est d'aider les pays, les organisations régionales et d'autres organisations internationales à harmoniser ou à réviser les systèmes de documentation des prises aujourd'hui en vigueur, et de leur permettre d'en élaborer de nouveaux selon les mêmes normes.

La FAO développe également des études sur les pratiques de transbordement que l'on voit augmenter à mesure que s'accroît le nombre des pays parties à l'Accord relatif à l'État du port.

Nous nous employons donc à doter la lutte contre la pêche INDNR d'un cadre solide et exhaustif.

Et il sera important de vous entendre sur ce qui devrait être fait pour donner plus de force encore à nos actions contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Mesdames et Messieurs,

Le Sous-Directeur général de la FAO du Département des pêches et de l'aquaculture, Monsieur Árni M. Mathiesen, vous présentera bientôt les principales conclusions du Rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture en 2018 (SOFIA 2018).

Ce rapport servira de toile de fond à l'examen par le COFI de la situation, des problèmes et des besoins de la pêche et de l'aquaculture à l'échelle mondiale, et proposera des orientations relatives aux travaux de la FAO en faveur du développement durable.

Le rapport SOFIA 2018 souligne le rôle capital de la pêche et de l'aquaculture dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, ainsi que leur importance dans les moyens d'existence de millions de personnes.

En 2016, la production totale de poisson a atteint un sommet historique de 171 (cent soixante et onze) millions de tonnes, grâce à la stabilité relative de la production des pêches de capture, à la réduction du gaspillage et à l'essor de l'aquaculture.

Il importe de souligner que l'aquaculture représente actuellement environ 53 pour cent de l'offre de poisson destiné à la consommation humaine.

L'augmentation globale de la production de poisson a ainsi entraîné une consommation record de 20 kg de poisson par personne, en 2016.

Les premières estimations pour 2017 indiquent une nouvelle progression de la consommation de poisson à l'échelle mondiale.

Ce sont là de bonnes nouvelles. Le poisson est un élément important de toute alimentation nutritive et sa consommation un facteur de santé, en particulier dans les petits États insulaires en développement qui se voient confrontés à des taux élevés de surcharge pondérale et d'obésité dans leur population.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de la session 2018 du Comité des pêches, vous examinerez aussi les progrès réalisés sur un certain nombre de points d'actualité persistante, comme l'est l'application du Code de conduite

pour une pêche responsable, en vous appuyant pour ce faire sur les résultats du questionnaire soumis aux Membres.

Un autre point important de l'ordre du jour est celui des incidences du changement climatique.

Permettez-moi de mettre en exergue la présentation par la FAO cette semaine d'un rapport détaillé consacré aux incidences du changement climatique sur la pêche et l'aquaculture.

Ce rapport est destiné à communiquer les informations les plus récentes de ce dossier et à proposer des orientations aux pays dans leur mise en place de mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

Je vous invite donc tous à participer à la manifestation parallèle qui aura lieu demain à l'heure du déjeuner.

Vous aurez, par ailleurs, l'occasion d'examiner le travail effectué par la FAO dans les domaines de la conservation de la biodiversité, de la réduction des prises accessoires et de la pollution aquatique.

Il vous est donc proposé un programme d'activités très fourni pour les cinq prochains jours.

Vos délibérations sont déterminantes pour le travail de la FAO et nous sommes dans l'attente de vos décisions.

Je vous souhaite tout le succès possible dans vos délibérations et vous encourage à participer activement tant aux séances principales qu'au riche programme des manifestations parallèles.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

**Déclaration de M. Peter Thompson,
Envoyé spécial des Nations Unies pour les océans**

Rome, 9 juillet 2018

Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un très grand honneur de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui en ma qualité d'Envoyé spécial des Nations Unies pour les océans et je tiens à en remercier la FAO et le Comité des pêches. Le Comité des pêches de la FAO, qui se réunit tous les deux ans, offre un cadre privilégié pour se pencher sur les avancées obtenues en ce qui concerne de nombreuses cibles de l'Objectif de développement durable 14, l'ODD 14, qui porte sur les océans, pour appuyer les réussites et corriger les échecs. Je suis par conséquent ici pour mobiliser votre soutien en faveur de la concrétisation de l'ODD 14 et de la noble cause qu'il représente: conserver et exploiter de manière durable les ressources marines aux fins du développement durable.

Chaque semaine, l'état sanitaire très préoccupant des océans est au cœur des discours que je prononce à l'occasion de réunions tenues dans le monde entier sur les espaces océaniques. En raison des effets du changement climatique et des activités humaines, par exemple la pollution marine par le plastique, nous devons lutter à l'échelle mondiale contre le déclin qui frappe les océans et inverser la tendance. Quel que soit l'angle d'attaque, nous sommes en mauvaise posture mais il y a tout de même une bonne nouvelle: depuis 2015, nous disposons d'un plan adopté à l'échelle mondiale qui nous permet de réagir, d'inverser la tendance et d'assumer nos responsabilités en matière de gestion des océans dans l'intérêt de nos enfants, de nos petits-enfants et de tous leurs descendants qui ne sont pas encore nés mais qui connaîtront un jour le miracle de la vie sur cette planète.

Pour dire les choses simplement, notre plan s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique et des objectifs de développement durable adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 2015. S'agissant des océans, le plan met bien évidemment l'accent sur l'ODD 14, l'objectif de développement durable qui est consacré aux océans et à l'appui duquel les Nations Unies ont organisé la Conférence sur les océans, à New York, en juin 2017. Nous avons vu au cours de cette Conférence au combien l'ODD 14 était lié à tous les autres ODD, que ceux-ci portent sur la santé, la nutrition, le travail décent, les infrastructures durables ou encore la résilience environnementale. Pendant l'année qui s'est écoulée depuis la Conférence sur les océans, une vague impressionnante de mesures prises en faveur des océans a déferlé dans le monde entier et a renforcé notre cause.

Mesdames et Messieurs,

Les principales pêcheries commerciales déclinent depuis 50 ans et la surpêche à l'œuvre depuis des décennies a des conséquences néfastes non seulement sur la santé des océans, mais aussi sur les moyens de subsistance des personnes et sur la sécurité alimentaire mondiale. Pour le bien de tout un chacun et de la planète, il faut que nous gérons la pêche à l'échelle mondiale et de la meilleure des façons possibles, conformément à ce que nos dirigeants nous ont demandé lorsqu'ils ont adopté l'ODD 14 il y a trois ans. Dans le secteur de la pêche, le Comité des pêches dispose de l'expertise technique et de l'autorité politique nécessaires à cette fin. Il permet en effet d'envisager les questions relatives à la pêche et celles liées aux océans ensemble pour que des décisions efficaces soient prises en matière d'orientations et de politique générale. Aussi est-il appelé à jouer plus que jamais son rôle en ces temps difficiles.

À partir de cette réunion biennale à Rome, avec l'appui supplémentaire de la FAO et d'autres parties prenantes, les États membres pourront améliorer leur gestion nationale et régionale de la pêche et les conditions socioéconomiques de leur population et des secteurs concernés.

Mesdames et Messieurs,

Les courants marins et les poissons et autres animaux aquatiques migrateurs ne respectent ni les limites ni les frontières fixées par les hommes. Nos initiatives régionales sont par conséquent cruciales aux fins d'une bonne gouvernance des océans et de leurs ressources. Le système des organisations régionales de gestion des pêches est ainsi un élément essentiel pour que nous puissions assumer nos responsabilités de gestion et je rends hommage à tous ceux qui ont aidé sans relâche ces organisations à s'acquitter de leur mandat. Il est dès lors préoccupant que certaines d'entre elles ne disposent encore que de ressources limitées, ce qui réduit grandement leur efficacité dans des domaines importants. Il faut y remédier, peut-être en créant un mécanisme financier conjoint, car nous ne pouvons pas nous contenter des bons résultats obtenus par ces organisations dans certains océans tandis que d'autres initiatives se soldent par des échecs. Dans certains cas, les organisations régionales de gestion des pêches doivent être réorganisées afin d'améliorer leur productivité et leur efficacité.

S'agissant des océans, nous sommes en effet tous embarqués sur le même navire. La solution est par conséquent une action commune et je suis convaincu que la FAO est l'organisation qui est la mieux placée pour indiquer le cap à suivre, afin d'avancer une proposition de mécanisme financier conjoint et permettre la rationalisation de l'ensemble du système des organisations régionales de gestion des pêches.

Mesdames et Messieurs,

Comme je l'ai déjà mentionné, le Comité des pêches a un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de l'ODD 14, dont le grand but est la conservation et l'utilisation durable des ressources des océans à des fins de développement durable. J'appelle votre attention sur le fait que, en relation avec le secteur de la pêche et de l'aquaculture, la FAO est responsable de quatre indicateurs des progrès obtenus dans la réalisation de l'ODD 14, et que ces quatre indicateurs étayent tous les quatre fortement les trois composantes – écologique, sociale et économique – de la viabilité. À la lecture de l'ordre du jour de la présente session du Comité des pêches, j'ai constaté que ces quatre indicateurs étaient intrinsèquement liés aux débats que vous mènerez ces prochains jours. Permettez-moi, dans une perspective de durabilité mondiale, de les préciser.

Les quatre indicateurs en question sont les suivants:

14.4.1 Proportion de stocks de poissons dont le niveau est biologiquement viable. Les analyses de la FAO montrent qu'un tiers des stocks ichtyologiques font l'objet d'une exploitation non durable. Le taux de surpêche a certes baissé mais les informations dont on dispose indiquent que le reflux n'est pas suffisant pour atteindre la cible fixée au niveau mondial à l'horizon 2020. Il ne faut pas que nous nous voilions la face lorsque nous évaluons les résultats et, sans attendre, nous devons mettre en place les politiques nécessaires et prendre les mesures indispensables. Il nous reste moins de deux ans pour y parvenir.

14.6.1: Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Nous savons que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, la pêche INDNR, est au cœur de cette question, qu'elle compromet la gestion de la pêche partout dans le monde et qu'elle porte préjudice aux pêcheurs qui exercent honnêtement leur activité. Face à ce problème, la solution réside dans l'amélioration de la gestion et du contrôle de la pêche au moyen d'une meilleure gouvernance, de plus de transparence et d'une coopération internationale renforcée. Par conséquent, au nom des communautés océaniques reconnaissantes, je remercie la FAO des progrès obtenus en vue de traiter le problème de la pêche INDNR au moyen de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et de ses instruments connexes. Je salue aussi le travail effectué avec l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement afin de supprimer les subventions qui favorisent la surpêche et les pratiques halieutiques préjudiciables.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée se poursuit toutefois encore à grande échelle. D'après certaines estimations, sa valeur s'élèverait à 23 milliards d'USD par an. Ce phénomène scandaleux sape les efforts de gestion durable de la pêche aux niveaux national, régional et mondial.

Nous ne pouvons plus l'accepter aujourd'hui. Il est temps que tous les États Membres ratifient l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, afin de renforcer leurs lois et règlements relatifs à la pêche, et qu'ils prennent des mesures efficaces contre les contrevenants. Dans la bataille à laquelle j'ai fait référence précédemment, si nous restons fermement attachés à la primauté du droit et à la bonne gouvernance, encouragés par la volonté politique internationale, c'est l'un des fronts sur lesquels nous pouvons rapidement l'emporter.

14.7.1: Proportion du PIB correspondant aux activités de pêche viable dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et tous les pays. Cet indicateur est lié au volet économique de la viabilité, particulièrement pertinent pour les nations qui dépendent le plus des océans et où les autres possibilités économiques sont limitées. Je viens d'un petit État insulaire en développement et je remercie le Comité des pêches de mettre l'accent sur la contribution du secteur de la pêche et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et aux conditions de vie durables.

Alors que nous entrons dans l'anthropocène, la protection des moyens de subsistance des communautés vulnérables exige une vision, des innovations et des investissements. À cet égard, l'aquaculture doit sans aucun doute être au premier rang des priorités pour l'humanité.

Je remercie aussi la FAO du rôle actif qu'elle joue dans les activités de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et je note qu'une manifestation est organisée demain, en marge de la session, afin de lancer une publication importante sur les effets du changement climatique sur la pêche et l'aquaculture.

14.b.1: Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs. Cet indicateur est étroitement lié au volet social de la viabilité et il faut que le Comité des pêches y apporte sa contribution. Nous devons faire en sorte que les droits des petits acteurs du secteur soient reconnus, que ces derniers soient mis en valeur et qu'ils puissent avoir un accès approprié aux ressources et aux marchés. Le Comité des pêches peut faire beaucoup en ce sens.

Avant de conclure ce tour d'horizon des différents indicateurs de l'ODD 14, permettez-moi de mettre aussi en évidence une cible supplémentaire, qui bénéficierait grandement de l'attention des délégations nationales réunies aujourd'hui à Rome. Je me réfère à:

la cible 14.5: D'ici à 2020, préserver au moins 10 pour cent des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles. Il nous reste moins de deux ans pour y parvenir, ce qui représente un formidable défi, mais c'est l'une des cibles que nous pouvons atteindre si nous redoublons d'efforts. Il nous faut nouer davantage de partenariats entre les gouvernements, les communautés, les organisations philanthropiques, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la communauté scientifique si nous voulons préserver sans attendre les zones côtières. Comme dans le cas des aires interdites à la pêche afin de protéger des frayères, nous tirerons tous des avantages d'une gestion collaborative des zones de pêche et d'une meilleure gestion des zones marines et côtières.

Je félicite les pays qui ont récemment créé des aires marines protégées et j'appelle ceux qui ne l'ont pas fait à les imiter pour que nous atteignons la cible ODD 14.5 à l'horizon 2020. Nous pourrions ensuite veiller à ce que les aires marines protégées soient dûment contrôlées et renforcées, tout en appuyant les autres mesures de conservation efficaces par zone. Nous attendons du Comité des pêches et de la FAO qu'ils mobilisent toute l'énergie et l'engagement nécessaires pour que soit atteinte la cible de 10 pour cent des zones marines et côtières préservées à l'horizon 2020.

Mesdames et Messieurs,

Quatre des dix cibles de l'ODD 14 ont pour échéance l'année 2020. C'est pour cette raison qu'il est proposé d'organiser en 2020 la deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans, qui serait conjointement accueillie par les gouvernements du Kenya et du Portugal, à Lisbonne. Dans la perspective de tous les objectifs de développement durable, il sera extrêmement important que nous démontrions que quatre cibles de l'ODD 14 ont été atteintes en 2020, ce qui serait de bon augure pour l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces prochains jours, au cours

de la session du Comité des pêches, je vous demande à tous d'avoir toujours à l'esprit ces quatre cibles, qu'elles soient au premier rang de vos réflexions dans toute leur intégrité.

Le programme d'action relatif aux océans est des plus riches alors que 2020 approche. Je vous invite tous à mieux connaître et à rejoindre les communautés d'action en faveur des océans mises en place par les Nations Unies, accessibles à partir du site web oceanconference.un.org. Des conférences internationales qui vous intéressent tous directement sont organisées cette année: la Conférence «notre océan» à Bali, en Indonésie, à la fin du mois d'octobre, et la Conférence sur l'économie bleue durable à Nairobi, à la fin du mois de novembre. La Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNESCO, est par ailleurs en train d'élaborer le contenu de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques tandis qu'à New York, les préparatifs de la conférence sur la biodiversité dans les zones hors juridictions nationales, prévue en septembre, sont en cours. Dans le même temps, le code d'exploitation de l'Autorité internationale des fonds marins prend forme. Tous ceux qui sont concernés par le bien-être des océans ne peuvent plus se permettre la moindre distraction et je vais suivre avec grand intérêt les débats et les conclusions de la session 2018 du Comité des pêches. Sachez enfin que je compte me joindre à vos travaux futurs.

Je vous remercie de votre attention.

Programme de travail pluriannuel du comité des pêches pour 2018-2021

I. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU COMITÉ

1. Le Comité des pêches examine la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, le programme de travail de l'Organisation dans le domaine des pêches et de l'aquaculture, et supervise sa mise en œuvre; il est également chargé d'examiner toute question particulière se rapportant aux pêches et à l'aquaculture, qui lui est soumise par le Conseil ou le Directeur général de la FAO, ou qu'il inscrit à son ordre du jour à la demande d'un ou de plusieurs État(s) Membre(s).

II. RÉSULTATS POUR 2018-2021

A. Examen de la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture

2. Résultat:

Le Conseil, la Conférence et la communauté internationale dans son ensemble reçoivent des informations actualisées et des conseils spécifiques sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, ainsi que sur des questions importantes examinées au cours des sessions programmées du Comité.

3. Indicateurs et objectifs:

Des recommandations claires, précises et consensuelles reposant sur des informations actualisées relatives à la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture sont présentées au Conseil et à la Conférence et fournissent à ces derniers une base solide sur laquelle fonder leurs instructions et leurs décisions.

4. Produit:

Des recommandations claires, précises et consensuelles sont examinées favorablement par le Conseil et par la Conférence et fournissent à ces derniers une base solide sur laquelle fonder leurs instructions et leurs décisions.

5. Activités:

Le Comité se livre à un débat général sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture.

Certaines questions revêtant une importance particulière sont examinées au cours des sessions programmées.

6. Méthodes de travail:

Le comité travaille en étroite concertation avec le Président et les autres membres du Bureau.

Le Secrétariat facilite les travaux intersessions du Bureau visant à sélectionner les questions revêtant une importance particulière à inscrire à l'ordre du jour du Comité.

B. Stratégie, établissement des priorités et planification budgétaire

7. Résultat:

Les recommandations du Comité offrent au Conseil une base solide sur laquelle fonder ses instructions et décisions sur la stratégie, les priorités, les programmes et le budget de l'Organisation.

8. Indicateurs et objectifs:

Le Comité s'emploie à promouvoir le questionnaire de la FAO sur la mise en application du Code de conduite pour une pêche responsable (le Code), afin d'obtenir des réponses et de réduire les obstacles au renvoi de réponses.

Les Membres répondent au questionnaire de la FAO sur la mise en application du Code et fournissent à la FAO des informations pertinentes sur les pêches et l'aquaculture par l'intermédiaire du Comité et de ses sous-comités.

Le Comité formule des recommandations claires et précises à l'intention du Conseil sur les stratégies, les priorités, les programmes et le budget relatifs aux pêches et à l'aquaculture.

Les recommandations du Comité portant sur les aspects pertinents du Cadre stratégique, du Plan à moyen terme et du Programme de travail et budget sont intégrées au rapport du Conseil.

9. Produits:

Le rapport du Comité des pêches fournit des recommandations claires, précises et consensuelles à l'intention du Conseil sur les stratégies, les priorités, les programmes et les budgets sectoriels.

10. Activités:

Examiner les décisions et les recommandations du Sous-Comité du commerce du poisson et du Sous-Comité de l'aquaculture, des organes statutaires de la FAO, et des autres institutions et organes compétents.

Examiner les observations relatives aux pêches et à l'aquaculture formulées par les Conférences régionales.

Examiner la mise en œuvre du Programme de travail et budget dans le domaine des pêches et de l'aquaculture.

Formuler des recommandations sur les stratégies, les priorités, les programmes et le budget relatifs aux pêches et à l'aquaculture.

11. Méthodes de travail:

Le comité travaille en étroite concertation avec le Président et les autres membres du Bureau.

Le comité travaille en étroite collaboration avec les départements de la FAO compétents.

Le Comité assure la liaison avec le Sous-Comité du commerce du poisson et le Sous-Comité de l'aquaculture, ainsi qu'avec les autres organes statutaires.

Le Comité assure la liaison avec le Comité financier sur les questions financières et budgétaires.

Le Comité assure la liaison avec le Comité du Programme sur les aspects stratégiques et les questions d'importance prioritaire.

Le Comité fait rapport au Conseil, selon qu'il convient, de ses conclusions sur les questions relatives au programme et au budget.

C. Conseils en matière de politique et de réglementation

12. Résultats

Les recommandations du Comité offrent à la Conférence une base solide sur laquelle fonder ses instructions et ses décisions sur les questions de politique et de réglementation.

13. Indicateurs et objectifs:

Les États Membres bénéficient des délibérations du Comité des pêches et mettent à profit les avis et recommandations formulés dans les rapports de la FAO pour orienter leurs activités et leurs politiques au niveau national.

Des recommandations claires et spécifiques sont formulées en temps utile par le Comité à l'intention de la Conférence en ce qui concerne les questions de politique et de réglementation dans les domaines relevant de son mandat.

Les recommandations du Comité relatives aux questions de politique et de réglementation figurent dans le rapport de la Conférence.

14. Produit:

Le Comité des pêches adresse à la Conférence des recommandations claires, précises et consensuelles sur les cadres ou les instruments de politique et de réglementation.

Les membres du Comité prennent toutes les mesures nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des instruments, notamment:

les Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté;

les Directives volontaires sur la conduite de l'État du pavillon;

l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port;

les Directives d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises; et

les Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche.

15. Activités:

Examiner l'état des instruments internationaux pertinents dans les domaines de compétence du Comité.

Rechercher des solutions en vue d'appuyer des actions concertées de la part des Membres eux-mêmes ou collectivement, par l'intermédiaire de la FAO et d'autres organes compétents dans les domaines relevant du mandat du Comité.

Le Comité fait rapport à la Conférence, selon qu'il convient, de ses conclusions sur les questions relatives à la politique et à la réglementation.

III. PLANIFICATION EFFICACE DU TRAVAIL DU COMITÉ DES PÊCHES

16. Résultat:

Le Comité conduit ses travaux de façon efficiente, efficace, pratique et ouverte.

17. Indicateurs et objectifs:

Les ordres du jour du Comité sont ciblés; ses rapports sont concis et contiennent des recommandations spécifiques et concrètes qui s'adressent à la fois au Conseil et à la Conférence.

Les documents du Comité des pêches, y compris La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, sont disponibles dans toutes les langues de la FAO au moins quatre semaines avant l'ouverture de la session.

Les résultats et la mise en œuvre du programme de travail pluriannuel du Comité sont évalués.

18. Produits:

Des ordres du jour ciblés et des rapports concis qui contiennent des recommandations spécifiques et concrètes adressées à la fois au Conseil et à la Conférence.

Le rapport intérimaire sur le Programme de travail pluriannuel 2016-2019 est approuvé en 2018.

Le Programme de travail pluriannuel 2018-2021 du Comité est adopté en 2018.

19. Activités:

Examiner, s'il y a lieu, les pratiques et le Règlement intérieur du Comité.

Examiner les moyens d'améliorer le déroulement des sessions et notamment d'optimiser l'utilisation du temps à disposition.

Prendre acte de l'importance et de l'utilité des manifestations organisées en marge des sessions, et en améliorer le ciblage et la coordination en fonction des grandes questions abordées au cours des sessions.

Faciliter davantage la coordination et la collaboration avec les sous-comités et les autres comités techniques.

Veiller constamment à l'efficacité des dispositions relatives à l'établissement des ordres du jour et du rapport final.

IV. MÉTHODES DE TRAVAIL

20. Le Comité travaille en collaboration avec les organes statutaires et d'autres organes sous les auspices de la FAO, assure la liaison avec le Comité du Programme sur les aspects stratégiques et les questions d'importance prioritaire, ainsi qu'avec le Comité financier sur les questions financières et budgétaires et avec d'autres organes directeurs compétents de la FAO.

21. Il assure la liaison avec d'autres organisations internationales œuvrant dans le domaine des pêches et de l'aquaculture.

22. Il mène des activités courantes entre les sessions, avec l'aide du Président et du Bureau, et avec le soutien du Secrétariat. La liaison entre les bureaux du Comité et les sous-comités est également de mieux en mieux assurée.

23. Il encourage et facilite la participation des observateurs, y compris des organisations de la société civile.

24. Le Président assure la liaison avec la FAO par l'intermédiaire du Département des pêches et de l'aquaculture.

Le Comité des pêches s'est réuni au Siège de la FAO, à Rome (Italie), du 9 au 13 juillet 2018, à l'occasion de sa trente-troisième session. Le rapport de la réunion rend compte des questions examinées au cours des débats et contient toutes les recommandations et décisions formulées par le Comité. Il est précédé d'un résumé qui dégage les conclusions de la session.

Des informations complémentaires figurent dans les annexes.

ISBN 978-92-5-131591-0 ISSN 2070-6995



CA5184FR/1/06.19